



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 29 AVRIL 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 29TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque, ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Argyle Industries Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept mars 1944, constituant en corporation: Wallace Ross Henry, avocat et conseil en loi du Roi, James Brendan O'Connor, avocat, et Anne Smyth, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir comme une firme en exploitation le commerce actuellement exercé dans les cité et district de Montréal par James Wilson et Douglas L. Stanley, sous les nom et raison sociale de "Argyle Industries Reg'd", comme fabricants et marchands de toutes sortes de cuir, étoffes et tissus et de les payer en actions entièrement acquittées de la compagnie;

Acheter, vendre, trafiquer, négocier, fabriquer et réparer toutes sortes de cuir, étoffes et tissus, harnais, selles, couvertures de lit, malles, valises, sacs à main, articles de toilette, marchandises de sport et articles de toutes sortes, sous le nom de "Argyle Industries Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"Argyle Industries Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1944, incorporating: Wallace Ross Henry, advocate and King's Counsel, James Brendan O'Connor, advocate, and Anne Smyth, spinster of legal age, secretary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business presently carried on in the City and District of Montreal by James Wilson and Douglas L. Stanley under the firm name and style of Argyle Industries Reg'd, as manufacturers of and dealers in all kinds of leather, fabric and textile goods and to pay for the same in fully paid up shares of the Company.

To buy, sell, traffic, deal in, manufacture and repair all kinds of leather, fabric and textile goods, harness, saddles, blankets, trunks, valises, handbags, toilet articles, sporting goods and articles of every kind, under the name of "Argyle Industries Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept mars 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6104 P. FRENETTE.

"Dupresnoy Mines Limited"

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mars 1944, constituant en corporation: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon, Sydney Ellis Wedd, George Reith Mackie, avocats, et Roland Newman Crowe, étudiant en droit, tous de la cité de Toronto, comté d'York, dans la Province d'Ontario, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Dupresnoy Mines Limited" (libre de responsabilité personnelle) avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en trois millions (3,000,000), d'actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera dans le canton de Duparquet, district d'Abitibi, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-sept mars 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
6133 P. FRENETTE.

"Le Sanatorium de Gaspé, Inc."

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1944, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Hector Hamel, traducteur, J.-Mozart Laganière, vérificateur, tous deux de Québec, et Thomas John O'Neill, commis, de L'Ancienne Lorette, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Établir, exploiter, administrer des hôpitaux, sanatoriums, cliniques, maisons de convalescence, de repos, asiles;

Avoir la capacité d'être reconnue comme institution d'assistance au sens de la Loi de l'assistance publique de Québec, S.R.Q., 1941, c. 187;

Acheter, prendre à bail ou autrement acquérir et posséder des terrains, édifices, lacs, rivières, droits, pouvoirs et privilèges; bâtir, ériger et améliorer tous terrains et toutes constructions, camps, huttes, maisons, hôpitaux, sanatoriums, résidences et améliorations quelconques;

Améliorer, administrer, exploiter, cultiver les terrains, terres, fermes et habitations de la corporation, et aliéner les produits d'iceux qui

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1944.

P. FRENETTE,
6104-o Assistant Deputy Attorney General.

"Dupresnoy Mines Limited"

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1944, incorporating: William Symon Morlock, Bruce Victor McCrimmon, Sydney Ellis Wedd, George Reith Mackie, Solicitors, and Roland Newman Crowe, Student-at-Law, all of the City of Toronto, in the County of York, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Dupresnoy Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of Three million dollars (\$3,000,000.00), divided into Three million (3,000,000) shares of the par value of One dollar (\$1.00) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at the Township of Duparquet, in the District of Abitibi, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1944.

P. FRENETTE,
6133-o Assistant Deputy Attorney General.

"Le Sanatorium de Gaspé, Inc."

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: J. Hector Hamel, translator, J. Mozart Laganière, auditor, both of Québec, and Thomas John O'Neill, clerk, of Ancienne Lorette, all three of the district of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To establish, operate, manage hospitals, sanatoriums, clinics, convalescent and rest homes and asylums;

To be entitled to be recognized as a charitable institution in the sense of the Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chap. 187);

To purchase, take on lease or otherwise acquire and own lands, buildings, lakes, rivers, rights, powers and privileges; to build, erect and improve any lands and any buildings, camps, cabins, houses, hospitals, sanatoriums, residences and improvements whatsoever;

To improve, manage, operate, cultivate lands, lots of land, farms and premises of the corporation, and to dispose of the products from same

ne sont pas requis pour les fins de la corporation, sous le nom de "Le Sanatorium de Gaspé, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de deux cent cinquante mille dollars (\$250,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en en le village de Gaspé, en le district de Gaspé.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6134-o P. FRENETTE.

which are not required for the purposes of the corporation under the name of "Le Sanatorium de Gaspé, Inc."

The amount to which the annual revenues from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000).

The head office of the corporation will be in the Village of Gaspé, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

"Titan Steel Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mars 1944, constituant en corporation: Walter Edward Dudley, ingénieur d'exploration, de la cité de Philadelphie, États-Unis d'Amérique, Edgar Gosselin, avocat, et Evanne Gignac, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, louer ou en aucune autre manière posséder et détenir des terrains, terrains miniers, droits miniers, concessions minières, droits de préemption ou aucun intérêt en iceux; les aliéner, les louer ou les transférer; les exploiter et les rendre profitables;

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol, la terre ou le sable, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

Exercer le commerce comme manufacturiers et fabricants d'acier et d'aucun autre métal; agir comme marchands de ces produits, sous le nom de "Titan Steel Corporation", avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$199,000), divisé en sept mille neuf cent soixante (7960) actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

La compagnie sera administrée par un conseil d'administration de cinq directeurs qui seront élus à la première assemblée des actionnaires.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trente mars 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6135 P. FRENETTE.

"Titan Steel Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1944, incorporating: Walter Edward Dudley, exploration engineer, of the City of Philadelphia, United States of America, Edgar Gosselin, lawyer, and Evanne Gignac, stenographer, spinster, both of the City of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, lease or in any other manner to possess and hold lands, mining lands, mining rights, mining concession, preemption rights or any interest therein; to alienate, lease or transfer the same; to operate and turn them to account;

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, sand, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; to render such minerals merchantable by any means whatsoever; and to sell or otherwise dispose thereof;

To carry on business as manufacturers and makers of steel and any other metal; to act as dealers in these products, under the name of "Titan Steel Corporation", with a total capital stock of One hundred and ninety-nine thousand dollars (\$199,000.00), divided into Seven thousand nine hundred and sixty (7960) shares of Twenty-five dollars (\$25.00) each.

The company shall be managed by a board of five directors to be elected at the first meeting of the shareholders.

The head office of the company will be in Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1944.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

"American Paper Box Co. Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze avril 1944, à la compagnie "American Paper Box Co. Limited", ratifiant son règlement numéro "B" augmentant son capital-actions de \$40,000 à

Supplementary Letters Patent

"American Paper Box Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of April, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "American Paper Box Co. Limited", ratifying its By-law No. "B" increasing its capital stock from \$40,000.00 to \$60,000.00, by the creation

\$60,000, par la création de 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges devant être attachés auxdites actions.

Daté du bureau du procureur général, le onze avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6105 P. FRENETTE.

"Dominion Transport Company, Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du treize avril 1944, à la compagnie "Dominion Transport Company, Limited", ratifiant son règlement spécial "F": a) réduisant de 40,000 à 20,000 le nombre d'actions sans valeur nominale ou au pair qui composent son capital-actions autorisé; b) réduisant de \$200,000 à \$100,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir; c) réduisant de \$223,000 à \$197,912.50 le montant payé sur lesdites actions par le remboursement aux actionnaires de la somme de \$25,087.50, étant \$1.50 par action.

Daté du bureau du procureur général, le treize avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6106 P. FRENETTE.

"National Blouse Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier avril 1944, changeant le nom de la compagnie "National Robe & Blouse Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept janvier 1942, sous le nom de "National Robe & Blouse Inc.", en celui de: "National Blouse Corporation".

Daté du bureau du procureur général, le premier avril 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6107 P. FRENETTE.

"United Industries Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinq mars 1944, à la compagnie "United Industries Corporation", ratifiant son règlement N° 23, augmentant son capital-actions de \$99,000 à \$300,000, par la création de 2010 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq mars 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6108 P. FRENETTE.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 10709. Dame Germaine Noël, épouse commune en biens de Ludger Larouche, boucher, des cité et district

of 200 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and enumerating the privileges to be attached to the said shares.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6105-o Assistant Deputy Attorney General.

"Dominion Transport Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of April, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Dominion Transport Company, Limited", ratifying its Special By-Law "F": a) reducing from 40,000 to 20,000 the number of shares without nominal or par value composing its authorized share capital; b) reducing from \$200,000.00 to \$100,000.00 the amount with which the company shall continue its operations in future; c) reducing from \$223,000.00 to \$197,912.50 the amount paid on the said shares by reimbursing to the shareholders the sum of \$25,087.50, being \$1.50 per share.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6106-o Assistant Deputy Attorney General.

"National Blouse Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of April, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "National Robe & Blouse Inc.", incorporated by letters patent bearing date the seventh day of January, 1942, under the name of "National Robe & Blouse Inc.", to that of: "National Blouse Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1944.

P. FRENETTE,
6107-o Assistant Deputy Attorney General.

"United Industries Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of March, 1944, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "United Industries Corporation", ratifying its By-Law No. 23, increasing its capital stock from \$99,000.00 to \$300,000.00, by the creation of 2010 additional common shares of the par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1944.

P. FRENETTE,
6108-o Assistant Deputy Attorney General.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 10709. Dame Germaine Noël, wife common as to property of Ludger Larouche, butcher, of the city and district

de Chicoutimi, demanderesse; vs ledit Ludger Larouche, boucher, des cité et district de Chicoutimi, défendeur.

Dame Germaine Noël, épouse commune en biens de Ludger Larouche, boucher, des cité et district de Chicoutimi, a formé, le 19 avril 1944, contre son mari, une demande en séparation de biens.

Chicoutimi, 19 avril 1944.

Le Procureur de la demanderesse,
6122-o ROLAND FRADETTE.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 225232. Dame Albina Fontaine de Longueuil, district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Cadieux, journalier, des Cité et district de Montréal, demanderesse; vs Ledit Albert Cadieux, défendeur.

Dame Albina Fontaine, épouse dudit Albert Cadieux a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, ce 29 mars 1944.

Les avocats de la demanderesse,
6147-o DÉSÉ & DOSTALER.

of Chicoutimi, plaintiff; vs the said Ludger Larouche, butcher, of the city and district of Chicoutimi, defendant.

Dame Germaine Noël, wife common as to property of Ludger Larouche, butcher, of the city and district of Chicoutimi, has, on the 19th of April, 1944, taken an action for separation as to property against her husband.

Chicoutimi, April 19th, 1944.

ROLAND FRADETTE,
6122 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 225232. Dame Albina Fontaine, of Longueuil, district of Montreal, wife common as to property of Albert Cadieux, laborer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs the said Albert Cadieux, defendant.

Dame Albina Fontaine, wife of said Albert Cadieux has entered an action against her husband for separation as to property.

Montreal, March 29th, 1944.

DESÉ & DOSTALER,
6147 Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 20 avril 1944, le changement de nom de "Le Syndicat National des Employés de la Pulpe et du Papier de Dolbeau Inc." en celui de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Dolbeau, Inc." a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6112-o JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 20 avril 1944, le changement de nom du "Syndicat National des Papetiers d'East Angus, Inc." en celui de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de East Angus, Inc." a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6113-o JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 20 avril 1944, le changement de nom du "Syndicat des Employés de la Pyramid Paper Products" en celui de "Syndicat National des Travailleurs du Papier Façonné de East Angus, Inc." a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6114-o JEAN BRUCHESI.

"CONFEDERATION REALTIES INCORPORATED"

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Confederation Realities Incorporated" tenue au bureau de la compagnie, chambre 812, 159 ouest, rue Craig, Mont-

Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council dated April 20th, 1944, the change of name of "Le Syndicat National des Employés de la Pulpe et du Papier de Dolbeau Inc." to that of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Dolbeau, Inc." has been approved, and such, pursuant to section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of April, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6112 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council dated April 20th, 1944, the change of name of "Syndicat National des Papetiers d'East Angus, Inc." to that of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de East Angus, Inc." has been authorized and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of April, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6113 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council, dated April 20th, 1944, the change of name of "Syndicat des Employés de la Pyramid Paper Products" to that of "Syndicat National des Travailleurs du Papier Façonné de East Angus, Inc." has been approved, and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of April, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6114 Under Secretary of the Province.

"CONFEDERATION REALTIES INCORPORATED"

Extract of the Minutes of a special general meeting of the shareholders of "Confederation Realities Incorporated" held at the office of the Company, 159 west, Craig St., room 812, Mont-

réal, le 27 mars 1944, à 4 heures de l'après-midi.
 "Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie d'augmenter de trois à cinq le nombre des directeurs.

Il est proposé par Fred Tabah, secondé par E. N. Tabah et résolu à l'unanimité que le premier paragraphe du règlement numéro 2 soit et il est par les présentes amendé par le suivant :

"Un conseil de cinq directeurs sera élu chaque année parmi les actionnaires de la compagnie et pour être éligible comme directeur, un actionnaire devra détenir, personnellement, une action de la compagnie."

[Seeal]
 6116 Le secrétaire,
 THÉO TABAH.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 45, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 13 avril 1944.

Le siège social de la société précitée est situé à Thetford Mines, district d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 6115-o JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 5 avril 1944, les règlements 1 à 9 inclusivement de "Kénogami-Jonquière-Alma Winter Roads Ass.", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 17 février 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 13 avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 6117-o JEAN BRUCHESI.

KÉNOGAMI-JONQUIÈRE-ALMA WINTER
 ROADS ASS.

(Extrait des règlements de la corporation adoptés à l'unanimité et entrés dans les minutes de l'assemblée tenue à St-Joseph d'Alma, le 17 février 1944, concernant l'augmentation de trois à huit dans le nombre de directeurs.)

"3. Directeurs. Le conseil d'administration sera formé de huit directeurs qui seront nommés chaque année à l'assemblée générale annuelle avec un quorum de 5."

Certifié copie conforme:

6118 Le secrétaire,
 N. F. McCAGHEY.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de Magasins de Hull", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 avril 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Hull, dans le district de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province,
 6119-o JEAN BRUCHESI.

PERSHING MANITOU GOLD MINES LIMITED
 (No Personal Liability)

Règlement augmentant le nombre de ses directeurs de sept à neuf, tel qu'adopté par les directeurs le 20 janvier 1944 et approuvé et ratifié par les actionnaires le 28 mars 1944).

real, on the 27th of March, 1944, at 4 o'clock, p.m.
 "Whereas it is in the interest of the Company to increase the number of Directors from three to five.

It is proposed by Fred Tabah, seconded by E. N. Tabah and unanimously resolved that the first paragraph of by-law No. 2 be and is hereby amended by the following :

"A board of five Directors shall be elected each year amongst the shareholders of the Company and in order to be eligible as Director, a shareholder must, personally, own a share of the Company."

[Seal]
 6116-o THÉO TABAH,
 Secretary.

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 45, Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 13th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Thetford Mines, District of Arthabaska.

JEAN BRUCHESI,
 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, by Order in Council, bearing date April 5th, 1944, By-laws 1 to 9 inclusively of "Kénogami-Jonquière-Alma Winter Roads Ass.", as adopted at the meeting held on February 17th, 1944, have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, April 13th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
 Under Secretary of the Province.

KÉNOGAMI-JONQUIÈRE-ALMA WINTER
 ROADS ASS.

(Excerpt from the by-laws of the Corporation unanimously adopted and entered in the Minutes of the meeting held in St. Joseph d'Alma on February 17th, 1944, concerning the increase of the number of Directors from three to eight.)

"3. Directors. The Board of Directors shall consist of 8 directors who will be appointed each year at the annual general meeting of members with a quorum of 5."

Certified true copy:

6118-o N. F. McCAGHEY,
 Secretary.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de Magasins de Hull" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 6th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Hull, in the District of Hull.

JEAN BRUCHESI,
 Under Secretary of the Province.

PERSHING MANITOU GOLD MINES LIMITED
 (No Personal Liability)

By-law increasing the number of its Directors from seven to nine, as adopted by the Directors on January 20th, 1944, and approved and ratified by the shareholders on March 28th, 1944.

"Qu'il soit décrété que le nombre des directeurs de la compagnie soit porté de sept à neuf.

Que le quorum des assemblées des directeurs soit fixé à cinq.

Que les règlements généraux IX et XIII soient amendés en conséquence."

Montréal, le 4 avril 1944.

6123-o

Le secrétaire,
PAUL LAPORTE.

"Be it enacted that the number of Directors of the Company be raised from seven to nine.

That the quorum of the Directors' meetings be fixed to five.

That the general By-laws IX and XIII be consequently amended.

Montreal, April 4th, 1944.

6123

PAUL LAPORTE,
Secretary.

PAROISSE DE ST-AMBROISE
Comté de Chicoutimi

PARISH OF SAINT-AMBROISE
County of Chicoutimi

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 58, ont été tirées au sort:—

Dénomination de \$100.00:—C-7, 9, 18 et 22.

Dénomination de \$500.00:—D-12.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juin 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
ART. E. ASSELIN.

6124-o

The following bonds, issued under By-Law 58, have been drawn by lots:—

Denomination of \$100.00:—C-7, 9, 18 and 22.

Denomination of \$500.00:—D-12.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June 1944, from which date they shall cease to bear interest.

ART. E. ASSELIN,
Secretary-Treasurer.

6124-o

MUNICIPALITÉ DU CANTON TACHÉ

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF TACHE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 41, ont été tirées au sort:—

Dénomination de \$100.00:—C-14, 58 et 127.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juin 1944, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
J. A. TREMBLAY.

6125-o

The following bonds, issued under By-Law 41, have been drawn by lots:—

Denomination of \$100.00:—C-14, 58 and 127.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of June 1944, from which date they shall cease to bear interest.

J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

6125-o

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Grand'Mère", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 avril 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Grand'Mère, dans le district de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6127-o

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Grand'Mère", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession has been authorized by the Provincial Secretary on April 14th, 1944.

The principal place of business of the said association will be at Grand'Mère, in the District of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6127

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 21 avril 1944, le changement de nom de l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 33b Inc." en celui de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 31b Inc." a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6131-o

Notice is given that, by Order in Council bearing date April 21st, 1944, the change of name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 33b Inc." to that of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 31b Inc." has been authorized, and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 25th of April, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6131

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 20 avril 1944, les règlements portant les numéros 1, 2 et 3 de "Le Sanatorium de Gaspé, Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 17 avril 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6136-o

Notice is given that by Order in Council, bearing date April 20th, 1944, the By-laws, bearing numbers 1, 2 and 3 of "Le Sanatorium de Gaspé, Inc.", as adopted at the special general meeting held on April 17th, 1944, have been approved, and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, April 25th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6136

BARIL INVESTMENTS LIMITED

Extrait du règlement "D"

Attendu que la compagnie Baril Investments Limited a cessé de faire affaires, sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations, ladite compagnie, le 14 avril 1944, a passé un règlement autorisant la distribution de son actif en espèces et au *pro rata* entre les actionnaires et suivant leurs placements dans le capital-actions de la compagnie.

Daté à Montréal, le 21 avril 1944.

Le secrétaire,
C. W. ISMAY.

6128

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Provincial des Mécaniciens de l'Industrie du Bas Façonné et Circulaire Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 avril 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6137-o

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Ouvriers de la Construction Maritime", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 avril 1944.

Le siège social du syndicat précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6149-o

AVIS

DRUMMOND STREET REALTY CORPORATION

Règlement 68

Le nombre des directeurs est, par les présentes, fixé à sept.

Certifié vrai extrait des minutes.

Le secrétaire,
J. J. GOURD.

6151

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de la Manufacture Paton", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 avril 1944.

Le siège social de l'association précitée est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6174-o

BARIL INVESTMENTS LIMITED

Summary of By-law "D"

Whereas Baril Investments Limited has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations, said Company on the 14th April, 1944 passed a by-law authorizing the distribution of its assets in specie among the shareholders *pro rata* and according to their several holdings in the capital stock of the Company.

Dated at Montreal the 21st April, 1944.

C. W. ISMAY,
Secretary.

6128-o

The formation of an association, under the name of "Syndicat Provincial des Mécaniciens de l'Industrie du Bas Façonné et Circulaire Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on April 18th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Sherbrooke, District of Saint Francis.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6137

The formation of an association, under the name of "Syndicat des Ouvriers de la Construction Maritime" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on April 26th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Quebec, District of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6149

NOTICE

DRUMMOND STREET REALTY CORPORATION

By-Law 68

The number of Directors is hereby fixed at seven.

Certified true extract of the Minutes.

J. J. GOURD,
Secretary.

6151-o

The formation of an association, under the name of "Association des Employés de la Manufacture Paton" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on April 20th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Sherbrooke, District of Saint Francis.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6174

Bureaux-Chef

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Titan Steel Corporation, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 30ième jour de mars 1944, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau à 80 rue St-Pierre.

Chief-Offices

Notice is hereby given that Titan Steel Corporation, incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 30th day of March 1944, and having its head-office in the City of Quebec, has established its office at 80, St. Peter Street.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce six avril 1944.

Le président,
6130 WALTER EDWARD DUDLEY.

DUPRESNOY MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Dupresnoy Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées le 27 mars 1944, et ayant son bureau-chef dans le canton Duparquet, comté d'Abitibi, Québec, a établi son bureau à Duparquet, dans ledit canton Duparquet.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Toronto, Ontario, le 11 avril 1944.

DUPRESNOY MINES LIMITED,
(Libre de responsabilité personnelle)
Le président,
6129 W. B. MAXWELL.

DOMINION PIPE MANUFACTURING LIMITED

A ceux qu'il appartient

Avis est donné que la Compagnie Dominion Pipe Manufacturing Limited constituée en corporation par lettres patentes provinciales datées du 20 mars 1944 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 85 rue des Prairies, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt et unième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante-quatre.

Le secrétaire,
6154-o GUSTAVE GAUCHER.

DOOGOOD MINES LIMITED

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Doogood Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le 22ième jour de mars 1944, et ayant son siège social en la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, P.Q., a établi son bureau au No 869, 3ième avenue, Val d'Or, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Val d'Or, ce 19ième jour d'avril 1944.

[Sceau] Le secrétaire,
6155 E. W. WESTOVER.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as its head-office.

Dated at Quebec, this sixth of April 1944.

WALTER EDWARD DUDLEY,
6130-o President.

DUPRESNOY MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Dupresnoy Mines Limited (No Personal Liability), incorporated in the Province of Quebec by Letters Patent granted on the 27th day of March, 1944, and having its head office at the Township of Duparquet, in the County of Abitibi, Quebec, has established its office at Duparquet, in the said Township of Duparquet.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Toronto, Ontario, this 11th day of April, 1944.

DUPRESNOY MINES LIMITED,
(No personal Liability)
W. B. MAXWELL,
6129-o President.

DOMINION PIPE MANUFACTURING LIMITED

To whom it may concern

Notice is given that the company Dominion Pipe Manufacturing Limited, incorporated by provincial letters patent dated the 20th March, 1944 and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 85 des Prairies street, Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-first day of the month of April, one thousand nine hundred and forty-four.

GUSTAVE GAUCHER,
6154 Secretary.

DOOGOOD MINES LIMITED

Notice of situation of the head office.

Notice is hereby given that the "Doogood Mines Limited" company incorporated by Letters Patent, under the Quebec Companies' Act, on the 22nd day of March, 1944, and having its head office in the Town of Val d'Or, District of Abitibi, P.Q. has established its office at No. 869, 3rd Avenue, Val d'Or, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Val d'Or, P.Q., this 19th day of April, 1944.

[Seal] E. W. WESTOVER,
6155-o Secretary.

Chartes—Abandon de

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie

Charters—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the

et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Coleman Lamp and Stove Company (Quebec) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 janvier 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un mars 1944, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un mars 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
6132 P. FRENETTE.

La Compagnie The Columbus Building Association donne par les présentes, avis public qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 21^{ème} jour d'avril 1944.

Le secrétaire,
6126-o J. A. COOK.

surrender of the charter of the company "Coleman Lamp and Stove Company (Quebec) Limited", incorporated by letters patent dated the 25th day of January, 1938.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of March, 1944, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1944.

P. FRENETTE,
6132-o Assistant Deputy Attorney General.

The company "The Columbus Building Association" does hereby give public notice that it will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of Quebec, for leave to surrender its charter.

Dated at Quebec, this 21st. day of April, 1944.

J. A. COOK,
6126 Secretary.

Commission du Service Civil de la Province de Québec

Civil Service Commission of the Province of Quebec

LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Prolongation des règlements temporaires de la Commission du Service Civil de la Province de Québec, approuvée le 21 avril, 1944, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu de l'arrêté en conseil portant le numéro 1363.

Les règlements temporaires de la Commission du Service Civil de la Province de Québec, approuvés le 16 septembre, 1943, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté en conseil portant le numéro 2645, et déjà prolongés, sont de nouveau prolongés jusqu'au 30 juin, 1944.

Québec, ce 26 avril, 1944.

Le président,
AYME LAFONTAINE.

Les commissaires,
MARC BOYER,
6150-o A.-B. ASTLE.

Prolongation of the temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 21st of April, 1944, in virtue of the Order in Council bearing No. 1363.

The temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 16th September, 1943, by Order in Council bearing No. 2645 and already prolonged, are again prolonged to the 30th of June, 1944.

Quebec, April 26th, 1944.

AYME LAFONTAINE,
President.

MARC BOYER,
A. B. ASTLE,
Commissioners.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do Business

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie The American Pad & Textile Company a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités prescrites par les lois actuellement en vigueur dans cette Province.

Le bureau principal de la corporation, en la province de Québec, est établi à Cowansville.

Son agent principal dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de ladite Province, est M. F. E. Johnson, de la compagnie The Footwear Findings of Canada Ltd., de Cowansville, province de Québec.

Notice is hereby given that The American Pad & Textile Company has been authorized to carry on business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities now in force in this Province.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Cowansville.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the said Province, is Mr. F. E. Johnson, of The Footwear Findings of Canada Ltd., of Cowansville, Province of Quebec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,
ce 14ième jour d'avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6109 JEAN BRUCHESI.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this 14th day of April, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6109-0 Under Secretary of the Province.

Demande à la Législature

Avis public est par les présentes donné que MM. J. Abel Marion, Président de l'Union Catholique des Cultivateurs, de Ste-Edwidge, Compton; J.-A. Plourde, notaire, de St-Jérôme, Lac St-Jean; Émile Gagnon, notaire, du Bic, Rimouski; Laurent Létourneau, gérant de l'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Rivières; Samuel Audette, Vice-Président de l'Union Catholique des Cultivateurs, de L'Andrienne, Abitibi; Jean-Marie Gagnon, Gérant de la Caisse Populaire de Lévis, Lévis; Albert Côté, gérant de la Caisse Populaire de St-Sauveur, Québec; Victor Falardeau, gérant de la Caisse Populaire de Hull, Hull; Maurice Daigle, gérant de la Caisse Populaire de St-Romuald, Lévis; Édouard Farly, gérant de la Caisse Populaire de Sorel, Richelieu; s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront ensuite se joindre à eux, sous le nom de "L'Assurance Mutuelle des Caisses Populaires", aux fins de réaliser les opérations d'assurance et de réassurance suivantes: contre les dommages de toute nature à la propriété, contre les accidents, d'automobile, de la responsabilité légale, contre le vol, avec ou sans effraction, de crédit, de garantie et fidélité, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, industrielle, maritime océanique, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail et les animaux, sur les machines agricoles, contre le bris de glace, contre la maladie, contre la rupture des tuyaux ou réservoirs à l'eau ou leurs accessoires, contre les défauts dans les extincteurs automatiques, sur les machines électriques, sur les chaudières à vapeur, contre les intempéries de toute nature y compris cyclones, tornades, crue des eaux, tremblement de terre et grêle, contre les dommages à la propriété ou aux personnes résultant d'accidents d'aviation, y compris les dommages à l'avion, contre les émeutes ou soulèvements populaires y compris l'invasion et la guerre, et tout autre genre d'assurance excepté l'assurance-vie.

Le siège social de la dite corporation sera situé à Lévis.

La corporation réalisera des opérations d'assurance mutuelle, avec ou sans billet de dépôt quant à l'assurance-incendie, et des opérations d'assurance à prime fixe ou au comptant.

Québec, le 30 mars, 1944.

Le Procureur des Pétitionnaires,
6010-14-4-0 GUY HUDON, avocat.

Public notice is hereby given that J. Abel Marion, President of L'Union Catholique des Cultivateurs, of St. Edwidge, Compton; J. A. Plourde, notary, of St. Jerome, Lake St. John; Émile Gagnon, Notary, of Le Bic, Rimouski; Laurent Létourneau, Manager of L'Union Régionale des Caisses Populaires Desjardins des Trois-Rivières, Trois-Rivières; Samuel Audette, Vice-President of L'Union Catholique des Cultivateurs, of L'Andrienne, Abitibi; Jean-Marie Gagnon, Manager of La Caisse Populaire de Lévis, Lévis; Albert Côté, Manager of La Caisse Populaire de St-Sauveur, Quebec; Victor Falardeau, Manager of La Caisse Populaire de Hull, Hull; Maurice Daigle, Manager of La Caisse Populaire de St-Romuald, Lévis; Édouard Farly, Manager of La Caisse Populaire de Sorel, Richelieu; are applying to the Legislature of the Province of Quebec, at its actual session, for the passing of an act incorporating them and all those who may thereafter join them, under the name of "L'Assurance Mutuelle des Caisses Populaires", in order to transact the following classes of insurance or reinsurance: damage of all kinds to property, accidents, automobile, public liability, against housebreaking or burglary, credit insurance, warranty, explosion, fire, against larceny, industrial, ocean marine, inland marine, interior transportation, livestock, agricultural equipment, plate-glass, sickness, leakage of pipes and water reservoirs with accessories thereto, including sprinkling leakage, electrical machinery, steam boiler, weather, including cyclones, tornadoes, water escape, earthquake and hail, against damage to property and person resulting from aircraft accidents, including damage to the aircraft, for loss caused by riot, civil commotion, invasion and war, or any other class of insurance except life insurance.

The head office of the said corporation shall be located in Lévis.

The corporation shall transact mutual insurance, with or without premium note with respect to fire insurance, and insurance for a fixed or cash premium.

Quebec, March 30th, 1944.

GUY HUDON, Barrister,
6010-14-4-0 Attorney for Petitioners.

Département des Affaires municipales

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, le 20 avril 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de St-Alexis de la Gran-

Department of Municipal Affairs

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, April 20th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the Village of St-Alexis de la Gran-

de-Baie dans le comté de Chicoutimi le sixième jour de mars 1944 a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de St-Alexis de la Grande-Baie dans le comté de Chicoutimi, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

ÉMILE MORIN,
Sous-ministre des Affaires Municipales.
Québec, le 22 avril 1944. 6120-o

de Baie, in the County of Chicoutimi, on the sixth day of March, 1944, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of the Village of St-Alexis de la Grande Baie, in the County of Chicoutimi, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

ÉMILE MORIN,
Deputy Minister of Municipal Affairs.
Quebec, April 22nd, 1944. 6120

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Papineau, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Buckingham" et que son principal siège d'affaires est à Buckingham, comté de Papineau.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-neuvième jour d'avril 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6110-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Arthabaska, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Clothilde" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Clothilde-de-Horton, comté d'Arthabaska.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce dix-neuvième jour d'avril 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6111-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rivière-du-Loup, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Rivière-du-Loup" et que son principal siège d'affaires est à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-et-unième jour d'avril 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6121-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Papineau under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Buckingham" and that its principal place of business is at Buckingham, County of Papineau.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this nineteenth day of April, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture. 6110

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Arthabaska, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Clothilde", and that its principal place of business is at Ste-Clothilde-de-Horton, county of Arthabaska.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this nineteenth day of April, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture. 6111

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Rivière-du-Loup, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de Rivière-du-Loup" and that its principal place of business is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-first day of April, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture. 6121

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Abitibi, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Beurrerie Coopérative d'Amos" et que son principal siège d'affaires est à Amos, comté d'Abitibi.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6142-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Beauce, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-René" et que son principal siège d'affaires est à St-Martin, comté de Beauce.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour d'avril 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6143-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Chicoutimi, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Fulgence" et que son principal siège d'affaires est à St-Fulgence, comté de Chicoutimi.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-cinquième jour d'avril 1944.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
6166-o ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Abitibi under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Beurrerie Coopérative d'Amos" and that its principal place of business is at Amos, County of Abitibi.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of April, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Beauce, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-René" and that its principal place of business is at St-Martin, County of Beauce.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of April, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Chicoutimi, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Fulgence" and that its principal place of business is at St-Fulgence, County of Chicoutimi.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fifth day of April, 1944.

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 2-H-44A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi 26 avril 1944, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président Jules Côté, commissaire; Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, G. Beaulieu, Conseiller-Juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Québec;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de l'ordonnance 2-H-44, telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 4 mars 1944 est amendé en ajoutant au dit article les localités suivantes, savoir: La paroisse de St-Émile, dans le comté de Québec et cette partie de Notre-Dame des Laurentides connue sous le nom de Lac St-Charles.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 2-H-44A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the province of Quebec.

Meeting of Wednesday, April 26th 1944, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning:

Present: Messrs Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté, Commissioner, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, G. Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry, within the region of Quebec;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Article 2 of order No. 2-H-44 respecting the region of Quebec and as published in the *Quebec Official Gazette* of March 4th 1944, is amended by adding to the said article the following localities: The parish of St-Émile in the County of Quebec and this portion of Notre-Dame des Laurentides known under the name of Lac St-Charles.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU, président.
JULES CÔTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
6153-0 de l'Industrie Laitière

The present order comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry
6153-0 Commission.

Département de l'Instruction publique

N° 1976-43

Québec, le 24 avril 1944.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Centreville dans le comté d'Argenteuil à la municipalité scolaire de Chatham N° 1 dans le même comté.

Cette annexion s'appliquera seulement pour les contribuables protestants.

Pour le Surintendant de l'Instruction Publique,
6138-17-2-0 B.-O. FILTEAU.

N° 207-44

Québec, le 24 avril 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 20 avril 1944, de détacher de la municipalité scolaire de Leeds le lot 8-A et la partie du lot 6 du rang XII du canton de Leeds, appartenant à monsieur Dollard Lemieux et de les annexer à la municipalité scolaire de Leeds-Est dans le comté de Mégantic.

Pour le Surintendant de l'Instruction Publique,
6139-0 B.-O. FILTEAU.

N° 2022-43

Québec, le 24 avril 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel, en date du 5 avril 1944, d'annexer la municipalité scolaire protestante de Hampden, dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire protestante de Scotstown dans le même comté.

Pour le Surintendant de l'Instruction Publique,
6140-0 B.-O. FILTEAU.

N° 267-44

Québec, 26 avril 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Grenville N° 1, comté d'Argenteuil, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire de Grenville N° 2, même comté:

Des lots suivants, tous inclusivement, du canton de Grenville:

Les lots primitifs 1 à 5 des rangs I et II;
Les lots 6-A, 6-B, 6-C, 7-A, 7-B, 8-A, 8-B, du rang II;

Les lots primitifs 9 à 12 du rang II;
Les lots 1-A, 1-B, 1-C, 1-D, 2-A, 2-B, 3-A, 3-B, 3-C, 4-A, 4-B, 5-A, 5-B du rang III;

Les lots primitifs 6 à 12 du rang III.

À l'avenir la municipalité scolaire de Grenville N° 2 portera le nom de "Village de Grenville" et celle de Grenville N° 1 celui de "Calumet".

Pour le surintendant,
6148-17-2-0 B.-O. FILTEAU.

Department of Education

No. 1976-43

Quebec, April 24th, 1944.

Application is made to annex the School Municipality of Centreville, in the County of Argenteuil to the School Municipality of Chatham No. 1, in the same county.

Such annexation will apply to Protestant taxpayers only.

B. O. FILTEAU,
6138-17-2 For the Superintendent of Education.

No. 207-44

Quebec, April 24th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council, dated April 20th, 1944, to detach from the school municipality of Leeds lot 8-A and part of lot 6 Range XII of the Township of Leeds, belonging to Mr. Dollard Lemieux and to annex them to the school municipality of Leeds-East, in the County of Mégantic.

The Superintendent of Education,
6139 Per: B. O. FILTEAU.

No. 2022-43

Quebec, April 24th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date April 5th, 1944, to annex the Protestant School Municipality of Hampden, in the County of Compton, to the Protestant School Municipality of Scotstown, in the same county.

B. O. FILTEAU,
6140 for the Superintendent of Education.

No. 267-44

Quebec, April 26th, 1944.

Application is made to detach from the School Municipality of Grenville No. 1, County of Argenteuil, the territory hereinbelow described and to annex the same to the School Municipality of Grenville No. 2, said county.

The following lots, all inclusively, of the Township of Grenville:

Original lots 1 to 5 of Ranges I and II;
Lots 6-A, 6-B, 6-C, 7-A, 7-B, 8-A, 8-B of Range II;

Original lots 9 to 12 of Range II;
Lots 1-A, 1-B, 1-C, 1-D, 2-A, 2-B, 3-A, 3-B, 3-C, 4-A, 4-B, 5-A, 5-B of Range III;

Original lots 6 to 12 of Range III.

In future, the school municipality of Grenville No. 2, will bear the name of "Village of Grenville" and that of Grenville No. 1, the name of "Calumet".

The Superintendent,
6148-17-2 per B. O. FILTEAU.

Département de la Voirie

Department of Roads

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Routes Neuves:

Dans les municipalités des paroisses de St-Simon-de-Ramsay et de St-Liboire, comté de Bagot:

Une longueur de 1000 pieds dans le rang St-Edouard, au nord-ouest de la route N° 9, sur ou vis-à-vis le lot N° 390; une longueur de 1510 pieds dans le rang Ste-Charlotte, au sud-est de la route N° 9, sur ou vis-à-vis le lot N° 56; une longueur de 1500 pieds dans le rang St-Henri, au nord-ouest de la route N° 9, sur ou vis-à-vis le lot N° 440.

Québec, le 18 avril 1944.

Le Ministre de la voirie,

6175-o

GEO. DANSEREAU.

NOTICE

The parts of roads hereinafter designated shall cease, in future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic:

New Highways:

In the municipalities of the Parishes of St-Simon-de-Ramsay and of St-Liboire, County of Bagot:

A length of 1000 feet in Range St-Edouard, Northwest of Highway No. 9, on or opposite lot No. 390; a length of 1510 feet in Range Ste-Charlotte, on the Southeast of Highway No. 9, on or opposite lot No. 56; a length of 1500 feet in Range St-Henri, on the Northwest of Highway No. 9, on or opposite lot No. 440.

Quebec, April 18th, 1944.

GEO. DANSEREAU,

Minister of Roads.

6175

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Lucien Trempe, notaire, demeurant et pratiquant à Sorel, district judiciaire de Richelieu, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Jean Lafrenière, notaire, en son vivant de Sorel, district judiciaire de Richelieu, et de ceux de Me J.-B.-T. Lafrenière et Me J.-W. Martel, dont le dit Me Jean Lafrenière était cessionnaire.

- Québec, le 3 avril 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,

5989-14-5-o

JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Lucien Trempe, notary, residing and practising at Sorel, judicial district of Richelieu, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Jean Lafrenière, notary, in his lifetime of Sorel, judicial district of Richelieu, and of those of Me J. B. T. Lafrenière and Me J. W. Martel, whereof the said Me Jean Lafrenière was assignee.

Quebec, April 3, 1944.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

5989-14-5

Nominations

Appointments

N° 787-EL.

Québec, le 24 avril 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 20 avril 1944 de nommer monsieur Jean Tremblay au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Henri-de-Taillon, dans le comté du Lac St-Jean, en vue de remplacer monsieur Pierre Douillard.

Pour le Surintendant,

- 6141-o

B.-O. FILTEAU.

No. 787-EL.

Quebec, April 24th, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated April 20th, 1944, to appoint Mr. Jean Tremblay, as school commissioner for the school municipality of St-Henri-de-Taillon, in the county of Lake St. John, to replace Mr. Pierre Douillard.

The Superintendent,

6141

Per B. O. FILTEAU.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 5 avril 1944.

M. J.-P.-A. Belley, agent d'assurances, 24 rue Nelson, Jonquière: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 5th, 1944.

Mr. J. P. A. Belley, insurance agent, 24 Nelson street, Jonquière: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

M. Eudore Proulx, marchand de-bois, Cap Saint-Ignace, Qué.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Joseph Chouinard, beurrier, Saint-Épiphan, comté de Rivière-du-Loup: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 14 avril 1944.

M. J.-Ernest Bérubé, commerçant de bois, Ste-Anne-de-la-Pocatière: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Paul Carigan, agronome, Montmagny: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Fernand Jolicœur, chef du Secrétariat des Syndicats Catholiques de Joliette, Joliette, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Paul-Osée Leduc, agent d'assurances, 126 rue St-Laurent, Valleyfield: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 20 avril 1944.

MM. L. Gendron, Roland Baribeau et Émile Charest, enquêteurs à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre, de Jonquière: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Victor Langevin, industriel, Côteau-du-Lac, comté de Soulanges: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 21 avril 1944.

M. Arthur Dubé, gérant de la Société Coopérative de St-Jean-de-la-Lande, St-Jean-de-la-Lande, comté de Témiscouata: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

6172-0

Mr. Eudore Proulx, lumber merchant, Cap Saint-Ignace, Que.: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Joseph Chouinard, butter manufacturer, Saint-Epiphan, county of Rivière-du-Loup: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 14th, 1944.

Mr. J. Ernest Bérubé, lumber merchant, Ste-Anne-de-la-Pocatière: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Paul Carignan, agronomist, Montmagny: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Fernand Jolicœur, chief of the "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Joliette", Joliette, P.Q.: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Joliette, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Paul Osée Leduc, insurance agent, 126 St-Laurent street, Valleyfield: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 20th, 1944.

Messrs. L. Gendron, Roland Baribeau and Émile Charest, investigators for the Wartime Prices and Trade Board, of Jonquière: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Victor Langevin, manufacturer, Côteau-du-Lac, county of Soulanges: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, April 21st, 1944.

Mr. Arthur Dubé, manager of "Société Coopérative de St-Jean-de-la-Lande", St-Jean-de-la-Lande, county of Témiscouata: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

6172

Vente d'effets non-réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1943 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits dans les provinces de Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, seront vendus aux enchères par Frank Waddington, successeur de D. M. Henderson, encanteurs, 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin le quatre mai 1944, en conformité avec la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 17 mars 1944.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le surintendant,
G. R. JONES.

5846-12-6-o

Sale of unclaimed baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1943, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, successors to D. M. Henderson and Co., auctioneers at 128 King St. East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon, on the fourth day of May, 1944, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 17th, 1944.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. R. JONES,
Superintendent.

5846-12-6-o

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (en matière de faillite).

VENTE À L'ENCAN

Dans l'affaire de Éléodore Rousseau, entrepreneur menuisier, Québec-Ouest, Qué., failli.

Avis est par le présent donné que MARDI, le TRENTE MAI 1944, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 111, côte de la Montagne, Québec, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

Item A.—Un terrain ou emplacement connu sous le numéro vingt-sept des subdivisions du lot originaire deux mille quatre cent vingt-huit (2428-27) du cadastre de la paroisse de St-Sauveur de Québec, avec bâtisses et dépendances. Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble. (Nos civiques: 345, 347, 13e Avenue, à Québec-Ouest.)

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente de cet item est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 25 avril 1944.

Les syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:

111, côte de la Montagne,
Québec.

6144-17-2-o

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

AUCTION SALE

In the matter of Éléodore Rousseau, contractor-joiner, Quebec West, Que., insolvent.

Notice is hereby given that on TUESDAY the THIRTIETH day of MAY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, in the offices of the undersigned trustees, 111 Mountain Hill, Quebec, the immovable of this estate herein after described:

Item A.—A lot of land or emplacement known under number twenty-seven of the subdivisions of original lot two thousand four hundred and twenty-eight (2428-27) of the cadastre of the Parish of St-Sauveur de Québec, with buildings and dependencies. As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable. (Civic Nos. 345, 347 13th Avenue at Quebec West).

The said item will be offered for sale to the highest and last bidder.

The title and certificate may be seen at any time in the offices of the undersigned trustees.

The sale of the said item shall be made in conformity with articles one hundred and sixteen and one hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty-five of the Bankruptcy Act; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: cash.

Quebec, April 25th, 1944.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices:

111 Mountain Hill,
Quebec.

6144-17-2

Vente par licitation

Province of Québec, District of Montréal, Cour Supérieure, No 219709.

Jean-Baptiste Lahaise, demandeur; vs Oscar Gignac et al, défendeurs.

Sale by Licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 219709.

Jean-Baptiste Lahaise, Plaintiff; versus Oscar Gignac et al, Defendants.

VENTE PAR LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 20 octobre 1943, dans une cause portant le N° 219709 de ladite Cour, dans laquelle Jean-Baptiste Lahaise, boucher, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, est demandeur; et Oscar Gignac, Paul Gignac, Albert Gignac, Joseph Gignac, tous de la cité et du district de Montréal; Marie-Anne Gignac, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Camille Soucy, du même lieu, et celui-ci pour autoriser et assister sa dite épouse; Jeannette Gignac, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Gaetan Adam, du même lieu, et celui-ci tant personnellement comme chef de la communauté que pour autoriser et assister sadite épouse; Joséphine Durand, de la cité et du district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens d'Alphonse Cauchon, du même lieu et celui-ci pour autoriser et assister sadite épouse, et lesdits Joséphine Durand et Alphonse Cauchon, en leur qualité de tuteurs conjoints de Lucille Gignac, de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs, et ladite Lucille Gignac, défenderesse en reprise d'instance; ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

1.—Un emplacement situé en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, faisant partie du lot officiel N° Cent quarante-quatre (144) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, ayant une largeur de quatre vingt-cinq pieds et huit pouces en front sur la rue Ste-Anne, et quatre vingts pieds en arrière, par une profondeur de soixante-huit pieds dans sa ligne nord-ouest et soixante-sept pieds et un pouce dans sa ligne sud-est, le tout plus ou moins mesure anglaise, tenant devant à la rue Ste-Anne, en arrière, à partie des lots numéros Cent cinquante-huit et cent cinquante-neuf dudit cadastre, appartenant à Amédée Lacombe et Camille Beaudry ou représentants; du côté nord-ouest au lot N° cent quarante-trois dudit cadastre appartenant à Jean-Baptiste Lahaise; du côté sud-est à partie dudit lot numéro cent quarante-quatre appartenant à Lucien Beauchamp, avec bâtisses et dépendances dessus construites;

2.—Un lot de terre ayant front sur la rue Sainte-Anne, en la ville de la Pointe-aux-Trembles, connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-six (146-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant trente-cinq pieds et quatre pouces de largeur par soixante-sept pieds et onze pouces de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, avec toutes bâtisses dessus érigées et particulièrement une maison ayant front sur la rue St-Joseph et portant le numéro civique 12000 de ladite rue;

3.—Un emplacement situé en la Cité de Montréal, dans le quartier Mercier, connu et désigné sous le numéro vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent huit (408-25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front sur la rue Hector et mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, avec la maison et autres bâtisses y érigées portant les numéros civiques 352 à 356 rue Hector, et avec droit de passage en commun avec les autres

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the District of Montreal, on the Twentieth day of October 1943 in the case bearing number 219709 of said Court wherein Jean-Baptiste Lahaise, Butcher, of the town of Pointe-aux-Trembles, District of Montreal, is Plaintiff; and Oscar Gignac, Paul Gignac, Albert Gignac, Joseph Gignac, all of the City and District of Montreal, Marie-Anne Gignac, of the town of Pointe-aux-Trembles, District of Montreal, wife separate as to property by contract of Camille Soucy, of the same place, and the latter to authorize and assist his said wife; Jeannette Gignac, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Gaetan Adam, of the same place, and the latter, both personally as chief of the community and to authorize and assist his said wife; Josephine Durand, of the City and District of Montreal, wife separate as to property by contract of Alphonse Cauchon, of the same place, and the latter to authorize and assist his said wife; and said Josephine Durand and Alphonse Cauchon in their quality of joint tutors to Lucille Gignac, of the City and District of Montreal, are Defendants and the said Lucille Gignac, defendant by continuance of suit; ordering the licitation of the immovables described as follows:

1.—A lot of land situated in the Parish of la Pointe-aux-Trembles, forming part of official lot number one hundred and forty-four (144) on the official plan and book of reference of the Parish of la Pointe-aux-Trembles, having a width of eighty-five feet and eight inches in front on Ste-Anne Street and eighty feet at the rear, by a depth of sixty-eight feet in its North Western line and sixty-seven feet and one inch in its South eastern line, the whole more or less, English measure, bounded in front by St-Anne Street, at the rear by parts of the lots numbers one hundred and fifty-eight and one hundred and fifty-nine of said cadastre, belonging to Amédée Lacombe and Camille Beaudry or their representatives; on the North Western side, by lot number one hundred and forty-three of said cadastre, belonging to Jean-Baptiste Lahaise; on the South Eastern side, by part of said lot number one hundred and forty-four, belonging to Lucien Beauchamp, with buildings and dependencies thereon erected;

2.—A lot of land fronting on St-Anne Street, in the Town of La Pointe-aux-Trembles, known and designated under number two of the official subdivision of lot number one hundred and forty-six (146-2) on the official plan and book of reference of the Parish of la Pointe-aux-Trembles, measuring thirty-five feet and four inches in width by sixty-seven feet and eleven inches in depth, the whole more or less, without warranty of precise measure, with all buildings thereon erected, and more particularly one house fronting on St-Joseph Street and bearing civic number 12000 of said street;

3.—A lot of land situated in the City of Montreal, in Mercier Ward, known and designated under number twenty-five of the official subdivision of lot number four hundred and eight (408-25) on the official plan and book of reference of the Parish of La Longue-Pointe fronting on Hector Street, and measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, more or less, English measure, without warranty of precise measure, with the house and other buildings thereon erected, bearing civic numbers 352 to 356 Hector Street, and with right of way in common

y ayant droit dans la ruelle connue sous le numéro dix-huit de ladite subdivision, ainsi que dans la ruelle connue sous le numéro vingt-six de la même subdivision, aux conditions ordinaires d'entretien et sans pouvoir les obstruer;

4.—Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue St-André, connu et désigné sous le numéro cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre vingt-dix (490-114) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure précise, avec maison portant les numéros civiques 8089 à 8097 de ladite rue St-André et dépendances dessus érigées.

Lesdits emplacements ou immeubles seront mis à l'enchère et adjugés séparément au plus offrant et dernier enchérissseur le VINGT-CINQ MAI 1944 à DIX heures de l'avant-midi, Cour tenante, au palais de justice, à Montréal, dans la salle d'audience N° 31 ou dans toute autre salle désignée par le juge, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les parties intéressées de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

Sur l'immeuble décrit au paragraphe premier se trouve une bâtisse servant d'abattoir qui empiète de plusieurs pieds du côté nord-ouest sur le lot N° 143, appartenant à Jean-Baptiste Lahaise; l'adjudicataire devra déguerpir dudit lot 143 dans les trente jours de la date de l'adjudication, soit en reculant la bâtisse, soit en démolissant la partie qui empiète, mais à ses frais et sans aucun recours contre les parties en cause, suivant stipulations au cahier des charges;

Ladite bâtisse est exploitée comme abattoir en vertu d'un permis annuel octroyé à Jean-Baptiste Lahaise par la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce permis a été renouvelé pour un an à compter du premier mai 1944; les parties en cette cause ne garantissent ni le transfert ni le renouvellement ultérieur dudit permis; mais elles s'engagent à laisser à l'adjudicataire l'entière liberté de traiter avec la Ville de la Pointe-aux-Trembles pour le transfert et le renouvellement ultérieur dudit permis, suivant stipulations au cahier des charges;

D'autre part, un garage érigé sur le lot N° 143 appartenant à Jean-Baptiste Lahaise empiète de quelques pieds du côté nord-ouest en bordure de la rue Ste-Anne, sur l'immeuble décrit au paragraphe premier et ledit Jean-Baptiste Lahaise s'engage de reculer ledit garage sur son terrain, à ses frais, dans les trente jours de la date d'adjudication, suivant stipulations au cahier des charges;

Tout enchérissseur devra avant d'être admis à faire une offre ou une enchère, faire les dépôts ci-après fixés:

Quant à l'immeuble décrit au paragraphe 1.—un dépôt de..... \$ 1000

with others entitled to it, in the lane known under number eighteen of said subdivision, also in the lane known under number twenty-six of the same subdivision, at the usual conditions of maintenance and prohibition to encumber same;

4.—A lot of land situated in the City of Montreal, fronting on St-André Street, known and designated under number one hundred and fourteen of the official subdivision of lot number four hundred and ninety (490-114) on the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, measuring twenty five feet in width by seventy feet in depth, more or less, English measure, without warranty of precise measure, with a house bearing civic numbers 8089 to 8097 of said Saint-André Street, and dependencies thereon erected;

Said lots of lands or immoveables will be sold by auction and adjudged separately to the highest and last bidder on the TWENTY-FIFTH day of MAY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the Court, at the Court House, in Montreal, in Room 31, or in any other Room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing;

On the immoveable described in paragraph one is a building used as a slaughter-house, which encroaches by several feet on the North Western side, on lot number 143 belonging to Jean-Baptiste Lahaise; the purchaser will have to move off from said lot 143 within thirty days from the date of adjudication, either by drawing back said building, or by demolishing that part which is encroaching, the whole at his own cost, and without any recourse against the parties in the present case, according to stipulations in the list of charges;

Said building is operated as slaughter-house under an annual permit granted to Jean-Baptiste Lahaise by the Town of Pointe-aux-Trembles, said permit has been renewed for one year from the first of May 1944, the parties herein do not guarantee neither the transfer nor the renewal of said permit, but they oblige themselves to allow to the purchaser entire liberty of negotiating with the Town of la Pointe-aux-Trembles for the transfer and the renewal of said permit, according to stipulations of the list of charges;

On the other hand a garage erected on lot No. 143 belonging to Jean-Baptiste Lahaise, encroaches by several feet on the North Western side, along St-Anne Street, on the immoveable described in paragraph one and said Jean-Baptiste Lahaise obliges himself to remove said garage on his own property, at his own costs within thirty days from the date of adjudication, according to stipulations of the list of charges;

Every bidder shall before making an offer or a bid, make the deposits hereafter mentioned:

As to the immoveable described in paragraph one, a deposit of..... \$ 1000

Quant à l'immeuble décrit au paragraphe 2.—un dépôt de..... \$ 400
Quant à l'immeuble décrit au paragraphe 3.—un dépôt de..... \$ 1000
Quant à l'immeuble décrit au paragraphe 4.—un dépôt de..... \$ 1000
Montréal, 17 avril 1944.

Les Procureurs du demandeur,
6077-16-2-o TRUDEL & SIMARD.

As to the immoveable described in paragraph two, a deposit of..... \$ 400
As to the immoveable described in paragraph three, a deposit of..... \$ 1000
As to the immoveable described in paragraph four, a deposit of..... \$ 1000
Montreal, April 17th, 1944.

TRUDEL & SIMARD,
6077-16-2-o Attorneys for Plaintiff.

Ventes pour taxes municipales

VILLE DE HAMPSTEAD

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-après décrits, situés dans la paroisse de Montréal, seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 5569 Queen Mary Road, en la ville de Hampstead, le QUINZIÈME jour de MAI, 1944, à ONZE heures du matin, heure d'été, pour taxes dues, intérêt accru sur icelles et frais encourus et à encourir, à moins que le tout ne soit payé avant la vente.

Comme appartenant à	Número du Cadastre	Subdivisions
Succession Thos. Williamson..	69	549
	69	550
	69	551
	73	49
	73	50
	73	51
	73	52
	73	53
	73	54
	73	55
	73	56
	73	57
	73	58
	73	59
	73	60
	73	61

Donné en la ville de Hampstead, ce 18 avril, 1944.

L'Asst. Sec.-Trésorier,
6085-16-2-o C. G. LEAVITT.

Sales for Municipal Taxes

TOWN OF HAMPSTEAD

Public notice is hereby given that the immoveables hereinafter described, situate in the Parish of Montreal, will be sold at public auction at the Town Hall, 5569 Queen Mary Road, in the Town of Hampstead, on MONDAY, the FIFTEENTH day of MAY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, for taxes due, accrued interest thereon, and costs incurred and to be incurred unless paid before the sale.

As belonging to:	Cadastral Subdivisions
Estate Thos. Williamson.....	69 549
	69 550
	69 551
	73 49
	73 50
	73 51
	73 52
	73 53
	73 54
	73 55
	73 56
	73 57
	73 58
	73 59
	73 60
	73 61

Given at the Town of Hampstead this 18th day of April, Nineteen hundred and forty-four.

C. G. LEAVITT,
6085-16-2-o Asst. Secretary-Treasurer.

Province de Québec, Comté de Drummond

VILLE ST-JOSEPH

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants seront mis en vente et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, au bureau du secrétaire-trésorier, à Ville St-Joseph, comté de Drummond, MARDI, le VINGT-TROIS MAI 1944, à DIX heures de l'avant-midi, savoir:

Comme appartenant à William et Emma Théroux: les lots trois cent soixante-dix-huit et trois cent soixante-dix-neuf des subdivisions du lot cent quarante-quatre (144-378-379) du cadastre du Canton de Grantham, comté de Drummond.

Cette vente est faite pour le paiement des taxes municipales affectant lesdits immeubles.

Donné à Ville St-Joseph, comté de Drummond, ce 18 avril 1944.

Le Secrétaire-trésorier,
6090-16-2-o PAUL ROUSSEAU.

Province of Quebec, County of Drummond

TOWN OF ST-JOSEPH

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the secretary-treasurer Town of St-Joseph, Drummond county, on TUESDAY, MAY TWENTY-THIRD 1944, at TEN o'clock a.m. to wit:

As belonging to William and Emma Théroux: lots number three hundred and seventy-eight and three hundred and seventy-nine, of the subdivisions of the lot one hundred and forty-four (144-378 and 379) of the cadastre of the township of Grantham, Drummond County.

These properties are sold for the payment of municipal taxes assessed on said properties.

Given at Town of St-Joseph, Drummond County, April 18th 1944.

PAUL ROUSSEAU,
6090-16-2-o Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { DÉSIRÉ PARIS, de la paroisse de St-Norbert d'Arthabaska, cultivateur, demandeur; vs JEAN-BAPTISTE GAUMOND, de Windsor Mills, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre connue et désignée au cadastre officiel du Canton de Tingwick, sous le numéro huit cent cinquante-huit (N° 858) avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Patrice de Tingwick, comté d'Arthabaska, le TRENTIÈME jour de MAI 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 22 avril 1944. 6156-17-2-o
[Première publication, 29 avril 1944]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Beauce.

N° 18,263 { EMMETT O'FARRELL, avocat, pratiquant à Saint-Joseph-de-Beauce, demandeur; vs DAME GERTRUDE HEWITT, épouse commune en biens de Malcolm McLeod, et le dit MALCOLM McLEOD, tant personnellement que pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de Ditchfield, district de Beauce, défendeurs.

"Cette partie du lot de terre numéro vingt "A" et vingt "B" (20 "A"—"B") sur les plan et livre de renvoi officiels pour le rang "un" du canton de Ditchfield, et comprise entre le chemin public et le trait carré entre les rangs "un" et "deux" du dit canton, et bornée comme suit: en front au chemin public; au bout de la profondeur à la ligne de division entre les rangs "un" et "deux" au dit canton de Ditchfield; d'un côté, au terrain de Napoléon Boulanger représentants; et de l'autre côté, au terrain de Amédée Raymond. A distraire l'emplacement vendu à Mrs. Ethel Rice selon son titre d'acquisition, en date du 24 août 1942, par contrat devant J. W. Bourque, N.P."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Agnès, Mégantic, Frontenac, le NEUVIÈME jour de MAI 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J.-P. GIGUÈRE.
Saint-Joseph-de-Beauce, le 4 avril 1944.
6011-14-2-o
[Première publication, le 8 avril 1944]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Joliette.

Canada, Province de Québec, Comté de Berthier, N° 1425, J. AVILA BOIVIN, notaire, de Berthier-ville, demandeur; vs CÉCILE BELLEROSE et ANNETTE BELLEROSE, de Chertsey, défenderesses.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, district of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { DÉSIRÉ PARIS, in the parish of St-Norbert, d'Arthabaska, farmer, Plaintiff; vs JEAN-BAPTISTE GAUMOND, of Windsor Mills, Defendant.

As belonging of the defendant:

A farm known and designated to the official cadastre of township of Tingwick, under number eight hundred and fifty eight (No. 858), with building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Patrick of Tingwick, county of Arthabaska, the THIRTIETH day of MAY 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff Office, Sheriff.
Arthabaska, April 22nd, 1944. 6156-17-2-o
[First publication, April 29th, 1944]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Beauce.

No. 18,263 { EMMETT O'FARRELL, advocate, practising at Saint-Joseph-de-Beauce, plaintiff; vs DAME GERTRUDE HEWITT, wife common as to property of Malcolm McLeod, and the said MALCOLM McLEOD, both personally and to assist and authorize his wife for the purposes hereof, both of Ditchfield, district of Beauce, defendants.

That part of the lot of land number twenty "A" and twenty "B" (20 "A"—"B") on the official plan and in the book of reference for Range "One" of the Township of Ditchfield, and comprised between the public road and the "trait carré" between Ranges "One" and "Two" of the said township, and bounded as follows: in front by the public road; at the end of the depth by the division line between Ranges "One" and "Two" of the said Township of Ditchfield; on one side, by the land of Napoléon Boulanger representatives; and on the other side, by the land of Amédée Raymond. To be deducted the emplacement sold to Mrs. Ethel Rice according to her deed of acquisition, dated the 24th August, 1942, by contract before J. W. Bourque, N.P.

To be sold, at the church door of the parish of Ste-Agnès, Mégantic, Frontenac, on the NINTH day of MAY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

J. P. GIGUÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Joseph-de-Beauce, April 4, 1944.
6011-14-2
[First publication, April 8, 1944]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of Joliette.

Canada, Province of Quebec, Magistrate's Court, County of Berthier, No. 1425, J. AVILA BOIVIN, notary, of Berthier-ville, plaintiff; vs CÉCILE BELLEROSE and ANNETTE BELLEROSE, of Chertsey, defendants.

Un terrain situé à Berthierville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Berthier, sous le lot numéro deux cent vingt-quatre (N° 224) avec une maison et autres constructions dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier, le ONZIEME jour du mois de MAI, 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. BÉLANGER.
Joliette, le 4 avril 1944. 6012-14-2-o
[Première publication, le 8 avril 1944.]

A lot of land situate at Berthierville, known and designated on the official plan and in the book of reference for the Town of Berthier, under lot number two hundred and twenty-four (No. 224)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Ste-Geneviève de Berthier, on the ELEVENTH day of the month of MAY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, April 4th, 1944. 6012-14-2
[First publication, April 8th, 1944.]

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1414

Québec, le 26 avril 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant la dissolution de la Corporation du pont du Lac Saint-Louis.

Attendu que, en vertu de l'article 13 de la Loi 6, George VI, chapitre 44, la Corporation du pont du Lac Saint-Louis a été autorisée à céder à la Province tous ses biens meubles et immeubles et notamment le pont Honoré Mercier par elle construit vis-à-vis la réserve de Caughnawaga;

Attendu que, en vertu des mêmes dispositions et d'une convention en date du 5 janvier 1944, la Corporation a cédé lesdits biens à la Province et le Trésorier de la Province a accepté ladite cession au nom de celle-ci;

Attendu que, en vertu des mêmes dispositions, le Trésorier de la Province a acquitté toutes les obligations de la Corporation consistant en billets à demande pour un montant de \$3,230,000.00;

Attendu que, comme le prévoyait la convention ci-dessus visée, la Corporation a exécuté un acte de cession en forme notariée et que celui-ci a été signé le 30 mars 1944 devant Me Henri Morin, N.P., par l'honorable Georges-E. Dansereau, Ministre des Travaux publics de la province de Québec, le seul membre de la Corporation, et par l'honorable J.-Arthur Mathewson, C.R., Trésorier de la province de Québec;

Attendu que la Corporation ayant ainsi cédé à la Province tous ses biens meubles et immeubles et ses dettes ayant été acquittées par la Province, il convient maintenant de dissoudre la Corporation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Travaux publics:

Que, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi 6, George VI, chapitre 44, la Corporation du pont du Lac Saint-Louis soit dissoute à compter de la publication du présent arrêté-en-Conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

6145-6

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 1414

Quebec, April 26th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the dissolution of The Corporation of Lake St. Louis Bridge.

Whereas, in accordance with section 13 of the Act 6 George VI, chapter 44, The Corporation of Lake St. Louis Bridge was authorized to assign to the Province all its moveable and immoveable property and in particular the Honoré Mercier bridge built by it opposite the Caughnawaga reserve;

Whereas, in accordance with the same provisions and a memorandum of agreement dated January 5th, 1944, the Corporation has assigned the said property to the Province and the Treasurer of the Province has accepted the said assignment on behalf of the Province;

Whereas, in accordance with the same provisions, the Treasurer of the Province has discharged all the obligations of the Corporation consisting of demand notes for an amount of \$3,230,000;

Whereas, as provided in the memorandum of agreement aforesaid, the Corporation has executed in notarial form a deed of assignment which was signed on March 30th, 1944, in the presence of Me Henri Morin, N.P., by the Honourable Georges E. Dansereau, Minister of Public Works of the Province of Quebec, the only member of the Corporation, and by the Honourable J. Arthur Mathewson, K.C., Treasurer of the Province of Quebec;

Whereas the Corporation having thus assigned to the Province all its moveable and immoveable property and its debts having been discharged by the Province, it is now desirable to dissolve the Corporation.

It is therefore ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Public Works:

That, in accordance with the provisions of Section 13 of the Act 6 George VI, chapter 44, The Corporation of Lake St. Louis Bridge be dissolved with effect from the publication of this Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

6145-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1168

Québec, le 14 avril 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant les règlements relatifs aux mauvaises herbes.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre de l'agriculture, vu les dispositions de l'article 7 de la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture (Statuts refondus 1941, chapitre 139):

Que les règlements concernant les mauvaises herbes édictés par le décret numéro 916 du 25 mai 1928 et modifiés par le décret numéro 1537 du 13 juin 1935 et le décret numéro 1906 du 20 juillet 1941, soient de nouveau modifiés en remplaçant le paragraphe 2a par le suivant:

"Article 2a.—Les plantes suivantes sont considérées comme mauvaises herbes partout où elles croissent dans les comtés de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Matapédia, Rimouski, Matane, Rivière-du-Loup et Témiscouata:

Nom Français	Nom Anglais	Nom Scientifique
Petite herbe à poux	Common Ragweed	Ambrosia artemisiifolia L.
Grande herbe à poux	Great Ragweed	Ambrosia trifida L.
Herbe à poux vivace	Perennial Ragweed	Ambrosia psilostachya DC."

A. MORISSET,

6146-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

N° 1361

Québec, le 20 avril 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant les règlements des bois et forêts relatifs à l'arpentage des concessions forestières.

Attendu qu'il y a lieu d'amender les règlements des Bois et Forêts relatifs à l'arpentage des concessions forestières en remplaçant par les suivants, les articles 24 et 25 approuvés par l'arrêté ministériel numéro 295, du 26 avril 1910:

Article 24

Doivent être établies sur les terrains, les lignes:

- séparant toute concession forestière du domaine non concédé de la Couronne;
- séparant entre elles, des concessions forestières détenues par des concessionnaires différents;
- constituant le périmètre de toute concession forestière dont les conditions d'affermage comportent, pour l'adjudicataire, l'obligation de payer une surprime de droits de coupe.

Tous ces travaux d'arpentage sont à la charge exclusive des concessionnaires intéressés, et ce, proportionnellement à leurs intérêts respectifs. Ils doivent être exécutés par des arpenteurs-géomètres agissant sur instructions du ministre des terres et forêts. Lorsque tous les travaux sont complétés, les rapports, les plans et les car-

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

No. 1168

Quebec, April 14th, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the Regulations on Noxious Weeds

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Agriculture, pursuant to the provisions of Section 7 of the Agricultural Abuses Act (Revised Statutes, 1941, Chapter 139):

That the Regulations on Noxious Weeds enacted by Order in Council No. 916 of May 25th, 1928, and amended by Order in Council No. 1537 of June 13th, 1935 and Order in Council No. 1906 of July 30th, 1941, be again amended by replacing Section 2a by the following:

"Section 2a.—The following plants shall be considered as noxious weeds wherever found in the counties of Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Matapédia, Rimouski, Matane, Rivière-du-Loup and Témiscouata:

French Name	English Name	Scientific Name
Petite herbe à poux	Common Ragweed	Ambrosia artemisiifolia L.
Grande herbe à poux	Great Ragweed	Ambrosia trifida L.
Herbe à poux vivace	Perennial Ragweed	Ambrosia psilostachya DC."

A. MORISSET,

6146-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

No. 1361

Quebec, 20th April 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the Woods & Forests Regulations relative to Surveys of timber limits.

Whereas it is proper to amend the Woods & Forests Regulations relative to surveys of timber limits by replacing Articles 24 and 25, approved by Order in Council No. 295 of 26th April 1910, by the following:

Article 24

Boundary lines must be established on the ground:

- separating each timber limit from the unlicensed lands of the Crown;
- separating one limit-holder's licensed lands from another's;
- constituting the perimeter of any timber limit, the conditions of sale of which imposed upon the buyer to pay additional stumpage dues.

All these surveys are at the exclusive charge of the interested limit-holders, and this, in proportion to their respective interests. They must be carried out by land surveyors acting on instructions of the Minister of Lands & Forests. When the work is completed, the reports, plans and field notes are sent to the Department of

nets d'opération sont transmis au ministère pour être examinés et consignés aux archives. S'ils ont été exécutés conformément aux instructions émises, ils sont officiellement approuvés; les concessionnaires intéressés en sont alors avisés et les bornes établies sont déclarées fixes et permanentes.

Articles 25

A défaut d'entente entre le Ministère et les concessionnaires intéressés relativement à l'arpentage des lignes sus-dites, le ministre peut faire exécuter le travail aux frais du Ministère et ces frais sont recouvrables de la même manière que les autres redevances dues par les concessionnaires. Le Ministre peut annuler les permis (licences) de coupe des concessionnaires qui refusent de rembourser au gouvernement les frais encourus pour tels arpentages.

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des terres et forêts, que les règlements des Bois et Forêts soient amendés comme sus-dit.

A. MORISSET,
6152-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1396

Québec, le 22 avril 1944.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 3746, du 16 octobre 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la fourrure dans la région de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3746, du 16 octobre 1940, et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 11 mars 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé les modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 11 avril 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 3746 soit modifié de la façon suivante:

1.—Les mots "et le jour de Noël", apparaissant au paragraphe "p" de l'article V, sont remplacés par les mots "le jour de Noël et le premier de l'an

2.—L'article V est modifié en y ajoutant le paragraphe "q" suivant:

"q.—Tout salarié a droit à une semaine de vacances salaire payé, après une année de travail dans le même établissement; cette semaine de vacances comprend sept jours consécutifs et peut être donnée au temps choisi par l'employeur dans l'année suivant celle durant laquelle le droit aux vacances a été acquis. Si la semaine de vacances n'a pas été accordée dans le délai mentionné ci-

Lands & Forests to be examined and kept on record. If they have been carried out in conformity with the instructions given, they will be officially approved; the interested limit-holders will then be advised and the boundaries established will be declared fixed and permanent.

Article 25

Failing an agreement between the Department and the interested limit-holders relative to the survey of the above mentioned lines, the Minister may have the work done at the charge of the Department, and the costs will be recoverable in the same manner as other dues from the limit-holders. The Minister may annul the cutting permits of the limit-holders who refuse to reimburse the Government the costs incurred by those surveys.

It is ordered, in consequence, on the proposal of the Honourable Minister of Lands & Forests, that the Woods & Forests Regulations be amended as above mentioned.

A. MORISSET,
6152-o Clerk to the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1396

Quebec, April 22, 1944.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

Concerning modifications of the decree number 3746, of October 16, 1940, and amendments, relating to the fur industry in the district of Québec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur industry in the district of Québec, rendered obligatory by the decree number 3746, of October 16, 1940, and amendments, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on March 11, 1944;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board for Québec has approved the modifications contained in the said request by a decision taken at its meeting of April 11, 1944;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said decree number 3746 be modified in the following manner:

1.—The words "and Christmas Day", mentioned in subsection "p" of section V, are replaced by the words "Christmas Day and New Year's Day".

2.—Section V is modified by adding to it the following subsection "q":

"q.—Every employee shall be entitled to a vacation of one week, with pay, after one year of service in the same establishment, such vacation shall comprise seven consecutive days and may be given at a time satisfactory to the employer in the year following that during which the right to a vacation has been acquired; should the said vacation not be granted within the period

haut, le salarié a alors droit à une semaine de salaire additionnelle calculée suivant le salaire de sa qualification ou son salaire actuel, s'il est supérieur, pour la semaine régulière de travail."

3.—Le paragraphe "r" suivant est ajouté à l'article V:—

"r.—Aucun salarié assujéti au présent décret ne peut travailler pour un autre employeur en dehors des heures régulières de travail s'il est requis pour ce faire par l'employeur pour qui il travaille durant les heures régulières."

4.—L'article V-A est radié et remplacé par le suivant:

"V-A.—Conformément aux dispositions du décret régissant les salaires en temps de guerre C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère de 3.8 points doit être ajoutée aux salaires basiques mentionnés dans l'article V du présent décret et en faire partie intégrale.

Cependant, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux maxima établis par le présent décret."

6159-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1356

Québec, le 20 avril 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 364, du 12 février 1943, et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que le décret numéro 364, du 12 février 1943, et amendements, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites, soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 juillet 1944.

6160-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1355

Québec, le 20 avril 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant la prolongation de la durée du décret numéro 3335, du 4 décembre 1942, relatif à l'industrie de la fourrure, section du gros, dans la région de Montréal.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que le décret numéro 3335, du 4 décembre 1942, relatif à l'industrie de la fourrure, section du gros, dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au premier juillet 1944.

6157-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

above mentioned, the employee is then entitled to an additional week of pay calculated according to the wage rates of his qualification, or to his actual rate if higher than the rate of his qualification, for a regular work week."

3.—The following subsection "r" is added to section V:

"r.—Employees governed by the present decree shall not work for another employer, outside the regular hours of work, if required to do so by the employer for whom they work during the regular hours."

4.—Section V-A is stricken off and replaced by the following:

"V-A.—Pursuant to the provisions of the decree governing wartime wages, P.C. 9384, from February 15, 1944, the cost of living bonus of 3.8 points shall be added to the basic wages mentioned in section V of the present decree and form integral part thereof.

However, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to each one of his employees even if such wages are higher than the maxima herein established."

6159-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1356

Quebec, April 20, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree number 364, of February 12, 1943, and amendments, relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the decree number 364, of February 12, 1943, and amendments, relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits, be again extended until July 31, 1944.

6160-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1355

Quebec, April 20, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the extension of the duration of the decree number 3335, of December 4, 1942, relating to the fur industry (wholesale section), in the district of Montreal.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the decree number 3335, of December 4, 1942, relating to the fur industry, wholesale section, in the district of Montreal, be extended until July 1, 1944.

6157-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1357

Québec, le 20 avril 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Concernant une convention collective de travail relative à l'industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:—

D'UNE PART:

"Canadian Welding Works Limited"; A. & S. Architectural Iron"; "Montreal Metalworked Products"; Montreal Architectural Iron Works Ltd"; "Forgeweld Iron Works";

et, D'AUTRE PART:

Le local d'union numéro 2366 "United Steel Workers of America", pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 22 janvier 1944;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête et a ordonné à tous et à chacun des employeurs intéressés de s'y conformer, par décision rendue à sa séance du 4 avril 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 22 janvier 1944.

I.—Jurisdiction:—a.—Jurisdiction industrielle:—
1)—Le présent décret régit la fabrication et la transformation d'ouvrages de fer pour constructions ou fins industrielles, de fer et bronze architectural, et de tout autre métal ornemental ou architectural.

2)—**Montage:—**Le présent décret régit également le montage des ouvrages métalliques ci-haut mentionnés, à l'exception du fer structural.

b.—Jurisdiction professionnelle:—Le présent décret régit tous les employés travaillant dans les ateliers compris dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

c.—Jurisdiction territoriale:—La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal, l'île Bizard, les comtés de l'Assom-

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1357

Quebec, April 20, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties hereinafter mentioned have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Canadian Welding Works Limited; A. & S. Architectural Iron; Montreal Metalworked Products; Montreal Architectural Iron Works Ltd; Forgeweld Iron Works;

And, ON THE OTHER PART:

Union local number 2366 of The United Steel Workers of America, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on January 22, 1944;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working condition in the industry and the trades concerned and within the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices have been duly observed;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board for Quebec, by a decision taken at its meeting of April 4, 1944, has approved the provisions of the said request and ordained to each and every employer concerned to abide by them;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said request be accepted, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec-Official Gazette* on January 22, 1944.

I.—Jurisdiction:—a.—Industrial Jurisdiction:—
—1)—The present decree shall govern the manufacturing, processing and fabrication of industrial and/or building ironwork and architectural iron and bronze, and/or all other metals used architecturally or for ornamentation.

2)—**Erection:—**The decree shall also govern the erection of the above products with the exception of structural steel.

b.—Professional jurisdiction:—The present decree shall govern the employees working in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in subsection "a" of the present section.

c.—Territorial jurisdiction:—The territorial jurisdiction of the present decree shall comprise the

tion, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean et Iberville.

II.—*Taux de salaires*:—Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Taux horaires
Mécaniciens.....	\$ 0.90
Ajusteurs.....	0.80
Aides (boutiques ou chantier).....	0.70
Monteurs.....	0.90

La présente cédule comprend le salaire basique établi par les parties contractantes plus l'indemnité de vie chère obligatoire équivalente à \$0.02 l'heure; cependant, conformément aux dispositions de l'arrêté C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret.

III.—*Durée du travail*:—a.—La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le samedi, le travail est réparti entre 8.00 a.m. et midi.

b.—La durée hebdomadaire du travail des équipes de nuit est de quarante-quatre (44) heures et la durée journalière de travail est de huit (8) heures réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, entre 6.00 a.m. et 5.00 p.m.; le samedi, entre 6.00 a.m. et 12.00 (minuit).

IV.—*Travail supplémentaire*:—a.—Tout travail exécuté en plus de la durée régulière de huit (8) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi ou de la durée de quatre (4) heures, le samedi, et celui exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le Jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël, les dimanches et tout travail exécuté pendant toute période autre que celles mentionnées à l'article III du présent décret est considéré comme travail supplémentaire.

b.—Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant les périodes journalières de travail énumérées ci-haut, peut être fait à toute autre période de la journée, pourvu que l'employeur se soit assuré que tous les ouvriers qualifiés disponibles sont actuellement employés. Tel travail est sujet à l'échelle de salaires établie par le décret.

c.—L'heure légale est l'heure normale ou l'heure avancée, le tout en conformité avec l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V.—*Paiement du travail supplémentaire*:—a.—Tout travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi, basé sur le taux régulier. Tout travail exécuté le jour de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, le jour de la Confédération, le jour d'Actions de Grâce, la fête du Travail, le jour de Noël, les dimanches sera payé au taux de salaire double.

b.—Les salariés faisant partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de 10% en plus des taux établis pour le travail de jour.

VI.—*Pension, logement, transport*:—La pension, le logement et les frais de transport doivent être payés par l'employeur à l'employé obligé

Island of Montreal, Ile Bizard, the counties of l'Assomption, Terrebonne, Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Vaudreuil, Soulanges, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St-Jean and Iberville.

II.—*Rates of wages*:—The minimum rates of wages shall be the following for each of the following classifications:

Trades	Hourly rates
Mechanics.....	\$ 0.90
Fitters.....	0.80
Helpers (shops or field).....	0.70
Erectors.....	0.90

This schedule includes the basic wages established by the contracting parties plus the cost of living bonus payable equivalent to \$0.02 per hour; however, pursuant to the provisions of Order P.C. 9384, from February 15, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to every one of his employees, even if such wages are higher than the minima determined by the present decree.

III.—*Duration of labour*:—a.—The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours and distributed as follows: on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, from 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.; on Saturday, from 8.00 a.m. to noon.

b.—The weekly duration of labour of night shifts shall be forty-four (44) hours and the daily duration of labour shall be eight (8) hours distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, between 6.00 a.m. and 5.00 p.m.; and between 6.00 p.m. and 12.00 (midnight) on Saturday.

IV.—*Overtime work*:—a.—Any work exceeding the 8-hour duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday or 4 hours on Saturday and that performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays and in any period of the day outside those mentioned in section III of the decree, shall be considered as overtime work.

b.—All special or urgent work which, for sufficient reason, cannot be performed within the daily periods of labour hereinabove specified may be done in other periods of the day, providing the employer has enquired if all the available skilled labour is presently employed. Such work shall be subject to the scale of wages as set forth in the decree.

c.—The legal time shall be Standard or Day-light Saving Time depending on which time may be in force in the locality where the work is performed.

V.—*Overtime rate*:—a.—All overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rates. Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Thanksgiving Day, Labour Day, Christmas Day, Sundays, shall be paid double time.

b.—Employees working on night shifts shall be paid a premium of 10% in excess of the above day rates.

VI.—*Board, room and travelling expenses*:—Board, room and travelling expenses shall be paid by the employer to the employee having to work

de travailler en dehors de la cité de Montréal et de résider temporairement ailleurs qu'à son foyer; le temps de déplacement doit être payé au prorata de 8.00 a.m. à 10.00 p.m., mais pas plus de huit (8) heures de déplacement ne doivent être payées dans un jour de calendrier.

VII.—Les employés requis de travailler dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux le plus élevé.

VIII.—*Travail à la pièce*:—Les contrats intervenus entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce, à contrat ou à taux fixe sont de nul effet et strictement défendus.

IX.—*Apprentissage*:—a.—Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens:

1ère année, 1er semestre.....	25%
1ère année, 2ième semestre.....	30%
2ième année.....	45%
3ième année.....	60%
4ième année.....	75%

b.—Les apprentis-mécaniciens dans l'atelier ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir seize (16) ans ou après l'âge de vingt et un (21) ans, sauf s'il s'agit des militaires licenciés. Quatre (4) années constituent la période complète d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti doit avoir travaillé pendant deux cent huit (208) semaines. Il est permis d'avoir un (1) apprenti pour chaque groupe de sept (7) ouvriers travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept (7) ouvriers, il lui est quand même permis d'avoir un (1) apprenti. Les heures de travail supplémentaire des apprentis et la rémunération pour tel travail sont les mêmes que celles des compagnons.

c.—Au terme de la période de leur apprentissage, le Comité paritaire détermine la catégorie à laquelle ils doivent appartenir et un avis spécial sera émis à cet effet.

X.—*Vacances payées*:—a.—Tous les employeurs assujettis au présent décret doivent accorder une semaine de vacances payées à tout salarié ayant fourni une année de services ininterrompus.

b.—Les vacances payées peuvent également être accordées en donnant au salarié un jour de congé à chaque deux mois de services, jusqu'à concurrence de 6 jours pour une même année.

c.—*Avis de congé*:—Les vacances sont prises dans les périodes convenant le mieux à l'employeur; cependant, les salariés doivent en être avertis quinze (15) jours à l'avance.

XI.—Le salaire du salarié doit lui être remis dans une enveloppe scellée devant contenir les détails suivants:

- 1.—Les nom et prénom du salarié;
- 2.—La date de la période de paie;
- 3.—Les déductions faites;
- 4.—Le montant contenu dans l'enveloppe.

Ladite enveloppe doit être initialement par la personne qui fait la paie. Si les salaires sont payés par chèque ou au moyen d'un dépôt à la banque, au crédit du salarié, les mêmes détails doivent être mentionnés sur le chèque, sur le talon du chèque ou sur une fiche qui doit être remise au salarié avec sa paie.

XII.—*Durée du décret*:—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure

outside the city of Montreal and to live temporarily away from his home; travelling time shall be paid at the prorata of from 8.00 a.m. to 10.00 p.m. But, not more than eight (8) hours of travelling shall be paid in one calendar day.

VII.—The employees required to work in a classification of a lower rate than their usual class shall receive the higher rate.

VIII.—*Piece work*:—All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price shall be invalid and strictly forbidden.

IX.—*Apprenticeship*:—a.—Apprentice-mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanic's rates of wages:

1st year, 1st 6 months.....	25%
1st year, 2nd 6 months.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

b.—Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before having 16 years of age or after 21, except in the case of those honourably discharge from the armed forces. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period meaning that each apprentice shall have to work during two hundred and eight (208) weeks. One (1) apprentice shall be allowed to each group of seven (7) workmen working in a shop. If an employer has less than seven (7) workmen, he still may have one (1) apprentice. Overtime hours and overtime pay for apprentices shall be the same as those of journeymen.

c.—At the completion of their apprenticeship period, the Parity Committee shall determine in which category they shall be classified and a special notice shall be issued accordingly.

X.—*Vacations with pay*:—a.—*Holidays*:—One week's holiday with pay shall be granted by the employers to every employee who has worked continuously for one year.

b.—A vacation with pay may be granted also by giving one day holiday for each 2 months of service up to 6 days for a same year.

c.—*Notice of holidays*:—Holidays are given in that time most convenient to employers, but employees must be notified fifteen (15) days in advance.

XI.—Employee's wages must be paid in a sealed envelope in which shall be indicated the following particulars:

- 1.—the name and surname of the employee;
- 2.—the date of the pay period;
- 3.—the deductions made;
- 4.—the amount contained in the envelope.

Said envelope shall be initialed by the person who makes the pay. If the wages are paid by cheque or by means of a deposit to the credit of an employee at a bank, the same particulars must be stated on the cheque, on the counterfoil of the cheque or on a voucher which shall be remitted to the employee with his pay.

XII.—*Duration of the decree*:—The present decree shall come into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and

en vigueur pour une période d'une année à compter de cette date.

XIII.—Le présent décret sera mis à exécution par le comité conjoint des matériaux de construction, dont le siège social est situé à Montréal.

A. MORISSET,

6158-o

Greffier du Conseil Exécutif.

remain effective for a period of one year from that date.

XIII.—The present decree shall be administered by the Building Materials Joint Committee, whose corporate seat is in Montreal.

A. MORISSET,

6158-o

Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1092, du 28 avril 1943, a été prolongé pour une période de trois (3) mois, à compter du 1er mai 1944, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1393 du 22 avril 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1944.

6162-o

AVIS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1867, du 7 mai 1940, modifiés par les arrêtés numéro 2160, du 20 août 1941 et 3004, du 6 novembre 1941, ont été de nouveau modifiés par l'addition d'un règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1349, du 20 avril 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril 1944.

6167-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, autorisé par règlement, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 595 du 10 mars 1943, a été de nouveau prolongé jusqu'au 31 juillet 1944, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 1352 du 20 avril 1944.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril 1944.

6168-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité

Department of Labour

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1092, of April 28, 1943, has been extended for a period of three (3) months, from May 1, 1944, with the same rate and conditions, by Order in Council number 1393, of April 22, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944.

6162-o

NOTICE

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and the by-laws of the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County, approved by Order in Council number 1867, of May 7, 1940, modified by Orders number 2160, of August 20, 1941, and 3004, of November 6, 1941, have again been modified by the adding of a by-law approved by Order in Council number 1349, of April 20, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944.

6167-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, authorized by a by-law approved by Order in Council number 595, of March 10, 1943, has again been extended until July 31, 1944, with the same rate and conditions by Order in Council number 1352, of April 20, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944.

6168-o

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1823, of July 10, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the City of Salaberry of Valleyfield have

de Salaberry de Valleyfield lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante audit décret:

Que le premier alinéa de l'article III soit remplacé par ce qui suit:

"III.—*Durée du travail*:—a.—La durée maximum des heures de travail pour le compagnon et apprenti barbier, coiffeur et coiffeuse sera de cinquante-sept (57) heures par semaine.

Les heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté sont réparties comme suit:"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril, 1944. 6170-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, autorisé par règlement, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3502 du 17 décembre 1942, a été prolongé jusqu'au 1er juillet 1944, aux mêmes taux et conditions par l'arrêté en conseil numéro 1351, du 20 avril 1944.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril 1944. 6169-o

AVIS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le règlement spécial du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, relatif au certificat de qualification, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 891, du 18 mars 1944 a été modifié par l'arrêté en conseil numéro 1348, du 20 avril 1944.

En vertu dudit arrêté, "International Brotherhood of Boilermakers, Iron Shipbuilders, Welders and Helpers of America, Local 271" a été ajoutée à la liste des associations ouvrières autorisées à émettre des certificats de qualification à leurs membres.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 29 avril 1944. 6171-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi et du Lac St-Jean, les villes de Roberval, Dolbeau et le village de Mistassini lui ont présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret:

1. Que les personnes dont les noms suivent soient acceptées comme parties co-contractantes à ladite convention:

presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

That the first paragraph of section III be replaced by the following ones:

"III.—*Duration of Labour*:—a.—The maximum duration of working hours for journeymen and apprentices barbers, male and female hairdressers shall be fifty seven (57) hours per week.

The working hours in barber shops, hairdressing and beauty parlors shall be distributed as follows:"

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6170-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 3502, of December 17, 1942, has been extended until July 1, 1944, with the same rate and conditions by Order in Council number 1351, of April 20, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6169-o

NOTICE

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the special by-law of the Building Trades Joint Committee of Montreal, concerning the certificate of competency, approved by Order in Council number 891, of March 18, 1944, has been modified by Order in Council number 1348, of April 20, 1944.

According to the said Order, The International Brotherhood of Boilermakers, Iron Shipbuilders, Welders and Helpers of America, local 271, has been added to the list of labour unions authorized to issue certificates of competency to their members.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6171-o

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 2684, of October 9, 1941, relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi and Lake St. John, the towns of Roberval, Dolbeau and the village of Mistassini have presented to him a request to modify the said decree in the following manner:

1. That the following persons be treated as co-contracting parties to the said agreement:

"Boivin, J.-B.—Chambord, comté de Roberval;
 Grenier, Léopold—St-Prime, comté de Roberval;
 Laprise, F.-X.—St-Prime, comté de Roberval;
 Lessard, Berthe—Albanel, comté de Roberval;
 Nadeau, Claire—Normandin, comté de Roberval;
 Potvin, Alphonsine—Albanel, comté de Roberval;
 Potvin, Jeannette—Chambord, comté de Roberval;
 Thivierge, Mme Joseph—St-Félicien, comté de Roberval;
 Tremblay, Mme David—St-Félicien, comté de Roberval;
 Tremblay, David—St-Félicien, comté de Roberval;
 Tremblay, Mme Fernande—St-Félicien, comté de Roberval;
 Tremblay, France—Chambord, comté de Roberval;
 Tremblay, Jean-Paul—St-Félicien, comté de Roberval;
 Tremblay, Mme Oswald—Chambord, comté de Roberval;
 Tremblay, Ruth—St-Félicien, comté de Roberval;
 Simard, Rosaire—Chambord, comté de Roberval"

2. Que l'article II soit remplacé par le suivant:

"II.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale du présent décret comprend les comtés de Chicoutimi, du Lac St-Jean et de Roberval."

3. Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV.—*Durée du travail*:—a.—Pour les barbiers et les coiffeurs—employeurs, employés, artisans, compagnons et apprentis, la durée des heures de travail est répartie comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.;

Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 11.00 p.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant la fermeture.

b.—Dans les salons de coiffure, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Les vendredi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant la fermeture.

Cependant, durant les mois de juin, juillet, août et septembre, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi: de 8.00 a.m. à 12.00 a.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant la fermeture.

c.—Chaque jour de travail, les employés doivent avoir une (1) heure pour dîner et le vendredi et le samedi ils ont en outre une (1) heure pour le souper.

d.—Il n'y a pas de travail les dimanches et les fêtes d'obligations, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, et la fête du Travail.

"Boivin, J. B.—Chambord, county of Roberval;

Grenier, Léopold—St-Prime, county of Roberval;

Laprise, F. X.—St-Prime, county of Roberval;

Lessard, Berthe—Albanel, county of Roberval;

Nadeau, Claire—Normandin, county of Roberval;

Potvin, Alphonsine—Albanel, county of Roberval;

Potvin, Jeannette—Chambord, county of Roberval;

Thivierge, Mrs Joseph—St-Félicien, county of Roberval;

Tremblay, Mrs David—St-Félicien, county of Roberval;

Tremblay, David—St-Félicien, county of Roberval;

Tremblay, Mrs Fernande—St-Félicien, county of Roberval;

Tremblay, France—Chambord, county of Roberval;

Tremblay, Jean-Paul—St-Félicien, county of Roberval;

Tremblay, Mrs. Oswald—Chambord, county of Roberval;

Tremblay, Ruth—St-Félicien, county of Roberval;

Simard, Rosaire—Chambord, county of Roberval."

2. That section II be replaced by the following:

"II.—*Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of the present decree comprises the counties of Chicoutimi, Lake St-John and Roberval."

3. That section IV be replaced by the following:

"IV.—*Duration of labour*:—a.—For barbers and hairdressers, employers, employees, artisans, journeymen and apprentices, the duration of working hours shall be divided as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 11.00 p.m.

One additional hour is allowed for the execution of work begun before closing time.

b.—In hairdressing parlors, the working hours are distributed as follows:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

One additional hour is allowed for the execution of work begun before closing time.

However, during the months of June, July, August and September, the working hours are distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

On Friday and holiday eves: from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.;

On Saturday: from 8.00 a.m. to 12.00 a.m.

One additional hour is allowed for the execution of work begun before closing time.

c.—During each working day, the employees shall have one (1) hour for dinner (noon meal) and on Friday and Saturday, one (1) hour of supper.

d.—There shall be no work on Sundays and on religious holidays, on Saint Jean Baptiste Day, Dominion Day and Labour Day.

e.—L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale dans les municipalités intéressées.

f.—Tout employeur doit accorder à son ou ses employés six (6) jours de vacances payés, ces jours de vacances étant répartis au cours de l'année, à la discrétion du patron, à condition, toutefois, que l'employé ait travaillé durant une année entière à l'emploi du même patron dans son salon.

Clause conditionnelle:—Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffeur et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 182 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril 1944. 6165-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1394 du 22 avril 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1944 au 1er mai 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction assujettis au décret numéro 1653 du 28 juin 1941, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la construction régis par le décret doivent percevoir pour le comité paritaire les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par le décret doivent transmettre au comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le

e.—For purposes of enforcement, the Time shall be that in force in the municipalities concerned.

f.—Every employer shall give his employee or employees a vacation of six (6) days, with pay. These days shall be distributed during the year, at the option of the employer, provided, however, that the employee have worked an entire year for the same employer in the latter's parlor.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of the working hours in barbers shops and hairdressing or beauty parlors must not constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 182 and amendments), of the decrees enacted under its authority and of the regulations established by competent municipalities."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6165-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, formed under decree number 1653, of June 28, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1394, of April 22, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1944, to May 1st, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers of the construction industry governed by the decree No. 1653, of June 28, 1941, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the wages and the bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree, with the exception of managers, superintendents and office employees.

b) The employees governed by the said decree, with the exception of managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

2. Mode of collection

All professional employers of the construction industry governed by the decree shall collect for the Parity Committee the assessments of the employees, from the wages which they have to pay to them.

The professional employers governed by the decree shall send to the Parity Committee a monthly report together with their own assessments and the sums collected from their employees; such report shall be mailed to the Parity Committee not later than the 10th day of the

mois pour lequel il est exigible. Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois.

month following that for which it is exigible. Consequently, the assessments for May are payable on June 10, and so on, from month to month.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1944 et 31 mars 1945.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour, a quarterly report of its financial operations on the following dates: June 30th, September 30th, December 31st, 1944, and March 31st, 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1944 et le 1er mai 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, for the period between May 1, 1944, and May 1, 1945.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF QUEBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1944 et le 1er mai 1945.

Estimate of the receipts and expenses for the period between May 1st, 1944, and May 1st, 1945.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels: ($\frac{1}{4}$ de 1% sur \$2,800,000.00, gages payés aux salariés qui tombent sous la loi).....	\$ 7,000.00
Cotisations des salariés: ($\frac{1}{4}$ de 1% sur \$2,800,000.00 gages payés aux salariés qui tombent sous la loi).....	7,000.00
	<u>\$ 14,000.00</u>

Receipts:

Assessments of professional employers: ($\frac{1}{4}$ of 1% on \$2,800,000.00, wages paid to employees governed by the Act).....	\$ 7,000.00
Assessments of employees: ($\frac{1}{4}$ of 1% on \$2,800,000.00, wages paid to employees governed by the Act)...	7,000.00
	<u>\$ 14,000.00</u>

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 2,224.80
Salaire de l'assistant-secrétaire.....	1,944.80
Salaire du commis de bureau et vérificateur.....	1,664.00
Salaire des inspecteurs (3).....	5,730.40
Dépenses de bureau.....	1,200.00
Inspection et voyages.....	2,312.00
Jetons de présences.....	2,400.00
Frais de déplacement.....	2,596.00
Bureaux d'examineurs.....	1,440.00
Divers et procédures.....	600.00
Audition.....	100.00
	<u>\$ 22,212.00</u>

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 2,224.80
Salary of ass't-secretary.....	1,944.80
Salary of office clerk and checker.....	1,664.00
Salaries of inspectors (3).....	5,730.40
Office expenses.....	1,200.00
Inspection and trips.....	2,312.00
Meeting expenses.....	2,400.00
Travelling expenses.....	2,596.00
Board of examiners.....	1,440.00
Miscellaneous and procedures.....	600.00
Audition.....	100.00
	<u>\$ 22,212.00</u>

Note:—L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de \$8,212.00 sera comblé à même la réserve de fonds du Comité paritaire.

Note:—The surplus of disbursements on receipts, amounting to \$8,212.00, shall be covered by the funds reserve of the Parity Committee.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril, 1944. 6164-o

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6164-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1652, du 28 juin 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1354, du 20 avril 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec formed under decree number 1652, of June 28, 1941, and amendments, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 1354, of April 20, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1944 au 1er mai 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels — barbiers, coiffeurs ou coiffeuses, assujettis audit décret, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations ou commissions qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les salariés des deux sexes régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au comité paritaire une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire de \$24.00, s'il s'agit d'un barbier d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur, et de \$16.00, s'il s'agit d'une coiffeuse, dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$20.00, s'il s'agit d'un barbier-coiffeur et de \$15.00, s'il s'agit d'une coiffeuse.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise eux-mêmes audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir mensuellement un rapport détaillé des recettes enregistrées par chaque salarié à son emploi; ce rapport doit être fait sur une formule spécialement fournie à cette fin par ledit comité.

Le rapport accompagné des cotisations doit être transmis au comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1944 et 31 mars 1945.

Ci-annexé, un estimé des recettes et des dépenses du Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le premier mai 1944 et le premier mai 1945.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEURS

Juridiction de Québec

Estimé des recettes et des dépenses pour une période comprise entre le premier mai 1944 et le premier mai 1945.

Recettes:

Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 950.00
Salariés.....	950.00
Artisans.....	2,185.00
	<u>\$ 4,085.00</u>

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1944, to May 1st, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers—barbers, male or female hairdressers, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations or commissions paid to their employees in the trades covered by the said decree.

b) The employees, male and female, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

c) The artisans of both sexes governed by the decree shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based upon a weekly remuneration of \$24.00, in the case of a barber, a hairdresser or a barber-hairdresser, and of \$16.00, in the case of a female hairdresser in zones I and II. As for the other zones, such assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$20.00, in the case of a barber-hairdresser, and of \$15.00, in the case of a female hairdresser.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send, every month, to the Parity Committee, the assessments payable to the said committee.

The professional employers shall retain, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same, themselves, to the said committee together with their own assessments.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee requires every professional employer to transmit, every month, a complete report of the receipts of each employee in his employ; such report shall be made on special forms supplied for that purpose by the said committee.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1944, and March 31, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, for the period between May 1st, 1944, and May 1st, 1945.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND

HAIRDRESSERS District of Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1944, and May 1st, 1945.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$ 950.00
Employees.....	950.00
Artisans.....	2,185.00
	<u>\$ 4,085.00</u>

<i>Dépenses:</i>	
Salaires:	
Inspecteur.....	\$ 1,300.00
Secrétaire.....	1,310.00
Secrétaire adjoint.....	650.00
Papeterie.....	75.00
Frais d'inspection.....	150.00
Loyer du bureau.....	150.00
Timbres et téléphone.....	75.00
Frais d'examen.....	45.00
Amortissement.....	10.00
Assurance-chômage.....	15.00
Assurance-garantie.....	10.00
Frais d'enquête.....	20.00
Vérification des livres.....	60.00
Dépenses de voyage et divers.....	75.00
Jetons de présence.....	140.00
	\$ 4,085.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril, 1944. 6161-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1395 du 22 avril 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1944 au 1er mai 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au Comité paritaire pas plus

<i>Expenses:</i>	
Salaries:	
Inspector.....	\$ 1,300.00
Secretary.....	1,310.00
Ass't-Secretary.....	650.00
Stationery.....	75.00
Inspection expenses.....	150.00
Office rent.....	150.00
Stamps and telephone.....	75.00
Examination expenses.....	45.00
Depreciation.....	10.00
Unemployment insurance.....	15.00
Fidelity bond.....	10.00
Investigation expenses.....	20.00
Audition of the books.....	60.00
Travelling expenses and miscellaneous.....	75.00
Meeting expenses.....	140.00
	\$ 4,085.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6161-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec, formed under decree number 695, of May 7, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1395, of April 22, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1944, to May 1st, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 695, of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send same to the said Committee every month, together with his own assessments.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Com-

tard que le 10 du mois suivant. Conséquemment le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 de juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1944 et 31 mars 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, pour les douze mois commençant le 1er mai 1944.

État des recettes et des déboursés probables pour les douze mois commençant le 1er mai 1944.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	\$ 800.00
Cotisation des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%).....	800.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

Déboursés:

Salaire du secrétaire.....	\$ 420.00
Inspecteur et employés, salaires.....	925.00
Frais légaux.....	25.00
Vérification des livres.....	55.00
Administration (loyer du bureau, téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc.).....	175.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 29 avril 1944. 6163-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Fontaine vs Cadieux.....	1026
Noël vs Larouche.....	1025

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1168—Concernant les règlements relatifs aux mauvaises herbes.....	1044
1355—Industrie de la fourrure, section du gros, dans la région de Montréal....	1046
1356—Industrie de la fabrication des produits de métal en feuille dans l'île de Montréal.....	1046
1357—Industrie du fer et du bronze ornemental dans la région de Montréal....	1047
1361—Concernant les règlements des bois et forêts relatifs à l'arpentage des concessions forestières.....	1044
1396—Industrie de la fourrure dans la région de Québec.....	1045
1414—Concernant la dissolution de la Corporation du pont du Lac Saint-Louis.....	1043

mittee not later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so on, from month to month.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1944, and March 31, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Tavern Keepers of Quebec for the twelve months beginning May 1st, 1944.

Estimate of the receipts and disbursements for the twelve months beginning May 1st, 1944.

Receipts:

Assessments of the professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	\$ 800.00
Assessments of the employees ($\frac{1}{2}$ of 1%).....	800.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

Disbursements:

Salary of the Secretary.....	\$ 420.00
Inspector and employees, salaries....	925.00
Legal fees.....	25.00
Audition of the books.....	55.00
Administration (rent of office, telephone, travelling expenses, furniture, stationery, etc.).....	175.00
	<u>\$ 1,600.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 29, 1944. 6163-o

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Fontaine vs Cadieux.....	1026
Noël vs Larouche.....	1025

ORDERS IN COUNCIL:

1168—Concerning the regulations on noxious weeds.....	1044
1355—Fur industry, wholesale section, in the district of Montreal.....	1046
1356—Sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal.....	1046
1357—Ornamental iron and bronze industry in the district of Montreal....	1047
1361—Concerning the woods & forests regulations relative to surveys of timber limits.....	1044
1396—Fur industry in the district of Quebec.....	1045
1414—Concerning the dissolution of The Corporation of Lake St. Louis Bridge	1043

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 31b Inc. (Nom changé).....	1028
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 45, Inc. (Formation).....	1027
Association des Employés de la Manufacture Paton (Formation).....	1029
Baril Investments Limited (Distribution d'actif).....	1029
Confederation Realities Incorporated (Directeurs).....	1026
Drummond Street Realty Corporation (Directeurs).....	1029
Kénogami-Jonquière-Alma Winter Roads Ass. (Directeurs).....	1027
Kénogami-Jonquière-Alma Winter Roads Ass. (Règlements).....	1027
Le Sanatorium de Gaspé, Inc. (Règlements).....	1028
Pershing Manitou Gold Mines Limited (Directeurs).....	1027
St-Ambroise, paroisse de (Tirage d'obligations).....	1028
Syndicat des Employés de Magasins de Hull (Formation).....	1027
Syndicat des Ouvriers de la Construction Maritime (Formation).....	1029
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Dolbeau, Inc. (Nom changé).....	1026
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de East Angus, Inc. (Nom changé).....	1026
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Grand'Mère (Formation).....	1028
Syndicat National des Travailleurs du Papier Façonné de East Angus, Inc. (Nom changé).....	1026
Syndicat Provincial des Mécaniciens de l'Industrie du Bas Façonné et Circulaire Inc. (Formation).....	1029
Taché, canton de (Tirage d'obligations).....	1028

BUREAUX-CHEF:

Dominion Pipe Manufacturing Limited.....	1030
Doogood Mines Limited.....	1030
Dupresnoy Mines Limited.....	1030
Titan Steel Corporation.....	1029

CHARTES—ABANDON DE:

Coleman Lamp and Stove Company (Quebec) Limited.....	1030
The Columbus Building Association.....	1031

COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:

Prolongation des règlements temporaires.....	1031
--	------

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

The American Pad & Textile Company.....	1031
---	------

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

L'Assurance Mutuelle des Caisses Populaires.....	1032
--	------

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Alexis de la Grande-Baie, village de..	1032
---	------

1021 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1021

✓ MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 31b Inc. (Name changed).....	1028
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 45, Inc. (Formation).....	1027
Association des Employés de la Manufacture Paton (Formation).....	1029
Baril Investments Limited (Distribution of assets).....	1029
Confederation Realities Incorporated (Directors).....	1026
Drummond Street Realty Corporation (Directors).....	1029
Kénogami-Jonquière-Alma Winter Roads Ass. (Directors).....	1027
Kénogami-Jonquière-Alma Winter Roads Ass. (By-laws).....	1027
Le Sanatorium de Gaspé, Inc. (By-laws).....	1028
Pershing Manitou Gold Mines Limited (Directors).....	1027
St-Ambroise, parish of (Drawing of bonds).....	1028
Syndicat des Employés de Magasins de Hull (Formation).....	1027
Syndicat des Ouvriers de la Construction Maritime (Formation).....	1029
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Dolbeau, Inc. (Name changed).....	1026
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de East Angus, Inc. (Name changed).....	1026
Syndicat National des Travailleurs de la Pulpe et du Papier de Grand'Mère (Formation).....	1028
Syndicat National des Travailleurs du Papier Façonné de East Angus, Inc. (Name changed).....	1026
Syndicat Provincial des Mécaniciens de l'Industrie du Bas Façonné et Circulaire Inc. (Formation).....	1029
Taché, township of (Drawing of bonds).....	1028

CHIEF-OFFICES:

Dominion Pipe Manufacturing Limited.....	1030
Doogood Mines Limited.....	1030
Dupresnoy Mines Limited.....	1030
Titan Steel Corporation.....	1029

CHARTERS—SURRENDER OF:

Coleman Lamp and Stove Company (Quebec) Limited.....	1030
The Columbus Building Association.....	1031

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC:

Prolongation of the temporary regulations.....	1031
--	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

The American Pad & Textile Company.....	1031
---	------

APPLICATION TO LEGISLATURE:

L'Assurance Mutuelle des Caisses Populaires.....	1032
--	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Alexis de la Grande-Baie, village of..	1032
---	------

AGRICULTURE:

Beurrerie Coopérative d'Amos.....	1034
Société Coopérative Agricole de Buckingham.....	1033
Société Coopérative Agricole de Rivière-du-Loup.....	1033
Société Coopérative Agricole de Ste-Clothilde.....	1033
Société Coopérative Agricole de St-Fulgence.....	1034
Société Coopérative Agricole de St-René.....	1034

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 2-H-44A—Québec.....	1034
-----------------------------------	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Centreville, munic. scolaire.....	1035
Grenville N° 1, munic. scolaire.....	1035
Hampden, munic. scolaire protestante.....	1035
Leeds, munic. scolaire.....	1035

TRAVAIL:

Barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec (Prélèvement).....	1054
Commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district (Prolongation de prélèvement).....	1050
Commerce des taverniers de Québec (Prélèvement).....	1056
Construction du comté de Terrebonne (Avis).....	1050
Industrie de la construction de Québec (Prélèvement).....	1053
Industrie de la fabrication du métal en feuille dans l'île de Montréal (Prolongation de prélèvement).....	1050
Industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Prolongation de prélèvement).....	1051
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi et du Lac-St-Jean, les villes de Roberval, Dolbeau et le village de Mistassini (Modification).....	1051
Métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Salaberry de Valleyfield (Modification).....	1050
Métiers de la construction de Montréal (Avis).....	1051

VOIRIES:

Fermeture de chemins.....	1036
---------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Argyle Industries Inc.....	1022
Dupresnoy Mines Limited.....	1023
Le Sanatorium de Gaspé, Inc.....	1023
Titan Steel Corporation.....	1024

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

American Paper Box Co. Limited.....	1024
Dominion Transport Company, Limited.....	1025
National Blouse Corporation.....	1025
United Industries Corporation.....	1025

MINUTES DE NOTAIRES:

Trempe, Lucien.....	1036
---------------------	------

AGRICULTURE:

Beurrerie Coopérative d'Amos.....	1034
Société Coopérative Agricole de Buckingham.....	1033
Société Coopérative Agricole de Rivière-du-Loup.....	1033
Société Coopérative Agricole de Ste-Clothilde.....	1033
Société Coopérative Agricole de St-Fulgence.....	1034
Société Coopérative Agricole de St-René.....	1034

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 2-H-44A—Québec.....	1034
-------------------------------	------

EDUCATION:

Centreville, school munic.....	1035
Grenville No. 1, school munic.....	1035
Hampden, protestant school munic.....	1035
Leeds, school munic.....	1035

LABOUR:

Barbers and hairdressers, district of Québec (Levy).....	1054
Retail fur trade of Montreal and district (Extension of levy).....	1050
Tavern keepers of Québec (Levy).....	1056
Construction of the county of Terrebonne (Notice).....	1050
Construction industry of Québec (Levy).....	1053
Sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal (Extension of levy).....	1050
Fur industry, wholesale section, of Montreal (Extension of levy).....	1051
Barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi and Lake St. John, the towns of Roberval, Dolbeau and the village of Mistassini (Modification).....	1051
Barber and hairdresser trades in the city of Salaberry de Valleyfield (Modification).....	1050
Building trades of Montreal (Notice)...	1051

ROADS:

Roads closed.....	1036
-------------------	------

LETTERS PATENT:

Argyle Industries Inc.....	1022
Dupresnoy Mines Limited.....	1023
Le Sanatorium de Gaspé, Inc.....	1023
Titan Steel Corporation.....	1024

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

American Paper Box Co. Limited.....	1024
Dominion Transport Company, Limited.....	1025
National Blouse Corporation.....	1025
United Industries Corporation.....	1025

NOTARIAL MINUTES:

Trempe, Lucien.....	1036
---------------------	------

NOMINATIONS:

Commissaire d'écoles	1036
Diverses	1036

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company.....	1038
---------------------------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Rousseau, Eléodore.....	1038
-------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Lahaise vs Gignac <i>et al.</i>	1038
---------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Hampstead, ville de	1041
St-Joseph, ville de	1041

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Arthabaska:

Paris vs Gaumond.....	1042
-----------------------	------

Beauce:

O'Farrell vs Hewitt <i>et vir.</i>	1042
--	------

Joliette:

Boivin vs Bellerose <i>et al.</i>	1042
---	------

6173-o

APPOINTMENTS:

School Commissioner.....	1036
Miscellaneous.....	1036

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company.....	1038
---------------------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Rousseau, Eléodore.....	1038
-------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Lahaise vs Gignac <i>et al.</i>	1038
---------------------------------------	------

SALES FOR TAXES:

Hampstead, town of.....	1041
St-Joseph, town of.....	1041

SHERIFFS' SALES:

Arthabaska:

Paris vs Gaumond.....	1042
-----------------------	------

Beauce:

O'Farrell vs Hewitt <i>et vir.</i>	1042
--	------

Joliette:

Boivin vs Bellerose <i>et al.</i>	1042
---	------

6173-o